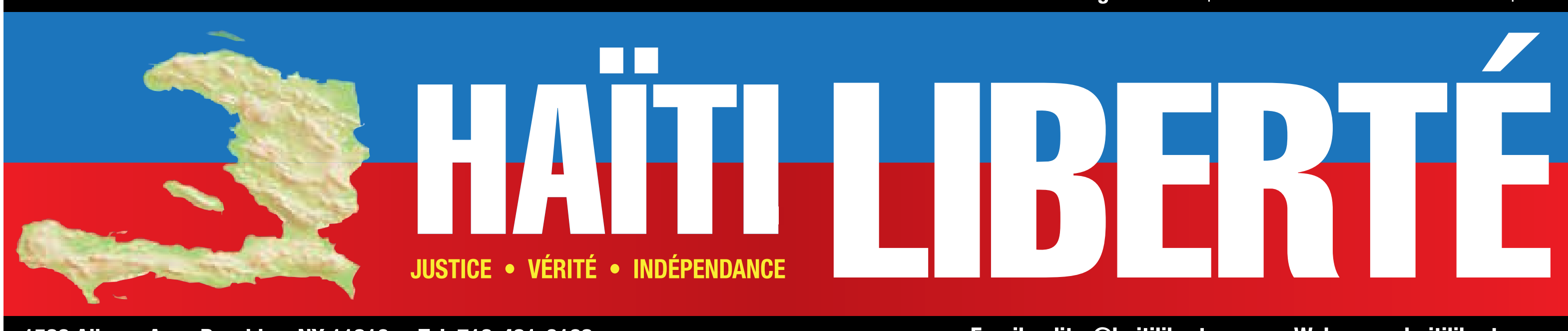
Vol 17 # 19 • Du 8er au 14 Novembre 2023

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

PROVOCATION SUR LA LIGNE FRONTALIÈRE


Voir page 3

De gauche à droite Luis Abinader et Joseph Biden. Cette provocation de la République dominicaine est la responsabilité du président des Etats-Unis, Joe Biden

LE PACTE ANTI-HAÏTIEN D'ABINADER A ÉCHOUÉ



Voir page 3

Les mesures envisagées par le pacte anti-haïtien d'Abinader, même si elles aboutissent, n'apporteront rien de positif pour le peuple dominicain

Yon gwoup Timoun t ap mande lapè nan Vatikan pou Ayiti

Page 6

Farmers Pivot as Incurable Disease Ravages Haiti's Orange Groves

Page 9



Les escadrons de la mort de la police kenyane bientôt en Haïti

Page 7




Le président cubain Miguel Díaz-Canel s'assoit avec l'hebdomadaire The Nation

Page 10-11



L'Occident commence à pousser l'Ukraine vers des négociations avec la Russie

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Le rendez-vous est pris pour le 7 février 2024 !

Par Berthony Dupont

La classe politique traditionnelle haïtienne de toute sa vie ne fait que créer des événements pour en courir après. En ce début du mois de novembre annonçant la fin de cette année, les acteurs politiques au service des puissances impérialistes se sont montrés très actifs non pas pour contrecarrer l'occupation militaire en cours mais pour se positionner à récupérer l'appareil d'Etat en décomposition.

En un clin d'œil, des courants politiques se sont positionnés pour annoncer à l'employeur que sont les Etats-Unis d'Amérique, qu'ils étaient intéressés à remplir la fonction. Fanmi Lavalas a été le premier a annoncé sa proposition de sortie de crise de façon à vendre son projet pour se faire accepter par l'Oncle Sam.

Au cours de la même semaine, une autre structure politique, dénommée « Front Uni » a pris naissance de sorte que ces caméléons déposent leur application. Les affairistes de ce Front sont allés directement au fond du problème pour dévoiler clairement que, le Premier ministre de facto Ariel Henry avait justement proposé les moyens de sa fin de mandat pour le 7 février 2024 selon les règlements de l'Accord du 21 décembre 2022, publié dans le journal officiel Le Moniteur.

Madame Mirlande Hippolyte Manigat avait vite fait de répondre le Front en le répétant le refrain de la musique d'Ariel Henry « *le gouvernement doit remettre le pouvoir à des élus* ». Mais elle a été vite rappelée à l'ordre par ses pairs, qui sans doute lui ont fait remarquer qu'elle commettrait une bêtise colossale en s'attachant au Premier ministre de facto Ariel Henry. Elle profiterait davantage et serait même mieux en tant que Présidente du Haut Conseil de la Transition (HCT), et vu le respect dû à sa personne, elle est mieux placée que quiconque pour gagner le gros lot et pourrait même remplacer éventuellement le Premier ministre de facto actuel.

Voilà pourquoi, elle a vite repris ses esprits, en faisant une « percée louverturienne » à la manière du professeur Leslie Manigat pour rectifier ses premières déclarations et reconnaitre « *qu'il y aurait un risque de vide à la tête du pays après cette date du 7 février 2024 et qu'il serait difficile pour le HCT et le gouvernement de rester en fonction* ».

Le groupe Montana qui militait pour remplacer le Premier ministre Ariel Henry depuis un laps de temps rebondit également de façon à entrer dans la chance qui passe ou la chance à prendre. Il revient à la charge avec leurs propositions d'Exécutif consensuel à deux têtes, constitué d'un Conseil de Transition ayant les attributions constitutionnelles de la Présidence et un Premier ministre.

C'est encore triste pour le pays et le peuple de se retrouver encore une fois de plus face à ces énergumènes politiques ne véhiculant que des aspirations pour satisfaire leur clan ou leur camp de façon à maintenir le statu quo ante. Aucune de ces forces politiques en présence, n'ose dire que c'est la continuité de la transition en place formulée par les puissances impérialistes, qu'elle entend assurer.

Alors que les masses populaires veulent pour autant en finir avec cette formule de gouvernement dépendant, sous diktats des puissances tutrices et sa politique de misère, de chômage, d'individualisation et de destruction des droits collectifs.

L'hypocrisie est toujours la marque de fabrique de cette classe politique moribonde qui ne poursuit qu'un seul but : détourner la population des problèmes réels pour faire passer son propre agenda et les plans dictés par Washington à travers le Core Group. Toutes les histoires qu'elle raconte ne sont, en réalité, que des bobards afin d'organiser cette parodie de démocratie visant à légitimer un autre régime fantoche de Transition sous occupation militaire. Ce n'est pas sans raison qu'aucune d'entre elles dans sa forme d'application n'a jamais mentionné ni questionné les forces occupantes en route.

Le peuple haïtien n'attend rien du régime fantoche au pouvoir, ni d'une prétendue nouvelle Transition à venir, tant que le pays est soumis de A à Z à l'occupation et au contrôle des États- Unis d'Amérique.

Nous du journal *Haïti Liberté*, nous lançons cet appel au peuple, aux jeunes, aux femmes travailleuses, aux militants et aux responsables des organisations ouvrières : unissez-vous, unissons-nous ! Partout, préparons des actions unitaires à tous les niveaux, avec des mobilisations et des grèves générales, si le gouvernement ne nous laisse pas d'autre choix sur l'exigence qui nous est commune pour combattre l'occupation des Etats-Unis prévue dans le cadre du Global Fragility Act. Cette politique qui consiste à ce que le pays demeure dans la voie tracée par Washington pour la mise en œuvre de la première phase du projet de plan stratégique décennal d'occupation.

Ce projet n'a d'autre objectif que de maintenir leur système hégémonique dans la région de façon non seulement à nous barrer la route à tout processus de changement mais à livrer Haïti pieds et mains liés sous la dépendance politique et économique de la République Dominicaine.

Pour cela, il faut l'unité de tous. C'est une mobilisation unie qu'imposera cette lutte, en prenant les affaires en main, la masse des travailleurs et des jeunes y compris tous les secteurs de la population paysanne pour combattre tout projet de la classe politique haïtienne et de ses patrons.

Nous, nous n'avons d'autre choix, d'autres dates, d'autres rendez-vous que de lutter quotidiennement contre cette politique de domination impérialiste.

Le pacte anti-haïtien d'Abinader a échoué



Signature du Pacte National pour la crise haïtienne par le Président Luis Abinader

Par le Mouvement socialiste des travailleurs

Le 26 octobre, le gouvernement a annoncé son « Pacte national face à la situation de crise actuelle en Haïti », un document politique signé par 28 partis, pour la plupart alliés du PRM, ainsi que quelques intellectuels occupant des positions au sein du gouvernement. Le document n'a pas obtenu le consensus partisan proposé, car il n'a pas été signé par des partis tels que le PLD, le FP et le PRD. En outre, cela a été rendu public précisément au milieu du retrait de la politique visant à empêcher la construction d'un canal d'irrigation haïtien sur la rivière Dajabón ou Massacre. Il est important de construire à gauche une opposition aux axes du document : l'intervention impérialiste en Haïti et la persécution raciste de la communauté immigrée haïtienne et dominicaine d'origine haïtienne.

Répétitif et comportant de nombreuses erreurs éditoriales, le document recycle les théories du complot de Trujillo, Balaguer et de l'extrême droite actuelle, en présentant la communauté immigrée haïtienne et la nation haïtienne comme une menace pour la sécurité nationale et « l'intégrité territoriale et démographique » dominicaine.

Le texte promeut l'intervention étrangère en Haïti, intensifiant la politique d'expulsions collectives et massives d'immigrés haïtiens avec la participation de la Police Nationale, des militaires et des agents de renseignement ; continuer à utiliser CONANI pour l'expulsion des mineurs non accompagnés ; achever la construction de la barrière frontalière et poursuivre les mesures visant à garantir le contrôle unilatéral des eaux des fleuves binationaux. Il est également proposé de créer un Institut pour les relations dominicaines-haïtiennes, de préparer un livre blanc pour guider le discours des missions diplomatiques dominicaines, de créer des bureaux d'intermédiation du travail à ségrégation raciale, pour servir uniquement les travailleurs dominicains ; approfondir le régime de propriété aux frontières pour exclure les immigrants haïtiens de la possibilité d'acquérir des terres ou des biens, promouvoir l'installation d'entreprises dominicaines dans les zones franches haïtiennes à l'instar de la CODEVI, délocaliser et clôturer les marchés frontaliers, investir dans la mécanisation agricole pour réduire l'embauche de travailleurs haïtiens , et exempter les capitalistes agro-industriels d'impôts tels que l'ISR pendant une décennie, soi-disant pour encourager ces investissements.

Bien que certaines mesures isolées ne soient pas négatives, comme la prétendue intention de construire trois hôpitaux sur le territoire haïtien et de veiller à ce que les travailleurs haïtiens titulaires d'un visa valide bénéficient des mêmes droits du travail que les travailleurs dominicains, il est peu probable qu'elles soient mises en œuvre. On sait que le gouvernement n'atteint même pas le minimum légal d'investissement dans la santé publique de 4% du PIB, et nous avons vu le gouvernement défendre le travail forcé imposé par Central Romana contre les travailleurs immigrés haïtiens, ainsi que son refus de payer les retraites. dû à des milliers de travailleurs haïtiens retraités de la canne à sucre, qui ont cotisé aux fonds de sécurité sociale pendant des décennies. S'ils voulaient garantir leurs droits du travail, la première mesure que prendrait le gouvernement serait de respecter leurs droits acquis et leur droit de se syndiquer.

Après la première réunion pour promouvoir cet accord, en mars de cette année, nous avons averti du MST que le gouvernement accusait « la communauté ouvrière haïtienne de la « dénationalisation des marchés du travail », de la « surcharge des services publics essentiels », du « décalage » dans la modernisation et la modernisation des zones de production stratégiques » et (étant) une prétendue menace pour la « sécurité nationale »… Avec son agitation raciste et xénophobe, le gouvernement a recherché des gains politico-électoraux à court terme et a souscrit à la consolidation d'un régime d'apartheid. ... les actions de groupes néo-nazis ont été incitées en coordination avec la police nationale, ainsi que les expulsions et les lynchages par des hordes fanatiques et racistes dans les communautés rurales…"

Le 13 janvier 2022 déjà, le gouvernement a publié une déclaration commune appelant les États-Unis, la France, le Canada et l'Union européenne à « sauver Haïti ». Le document du 26 octobre n'était pas seulement signé par la droite, il comportait également des signatures d'organisations de centre-gauche telles que Alianza País, Frente Amplio, Alianza por la Democracia et Movimiento Izquierda Unida. Nous regrettons cette position contraire aux traditions de la gauche socialiste, due à ses principes antiracistes et internationalistes.

Les mesures envisagées par le pacte anti-haïtien d'Abinader, même si elles aboutissent, n'apporteront rien de positif pour le peuple dominicain. Ils ne réduiront pas le chômage ni n'amélioreront la répartition des richesses ou l'accès à des services publics de qualité. Au contraire, la politique raciste d'Abinader génère déjà de graves dommages à l'économie et le mécontentement des communautés frontalières et des producteurs agricoles, en plus de violer les droits de l'homme et de générer un climat de persécution antidémocratique. Pour améliorer la situation de la classe ouvrière, les moyens sont différents : respecter la liberté syndicale et la démocratie pour une syndicalisation massive ; une réforme fiscale progressive pour éliminer les impôts régressifs et les exonérations fiscales pour la bourgeoisie ; un investissement accru dans la santé et l'éducation publique, la prison et la confiscation des avoirs des corrompus ; plus d'ARS ni d'AFP, entre autres mesures.

Une fois de plus, nous exigeons la fin des persécutions racistes contre la communauté immigrée haïtienne, qui a historiquement apporté une grande contribution au développement économique, social et culturel du pays. Nous exigeons la restauration de la nationalité des Dominicains d'origine haïtienne devenus apatrides de manière inconstitutionnelle il y a dix ans. Nous exigeons la fin des politiques néo-Trujillo fondées sur les théories du complot et la haine raciale. Nous sommes un pays à majorité noire qui n'est menacé ni territorialement ni démographiquement par Haïti, la véritable menace pour notre peuple vient des politiciens corrompus de droite et des tendances antidémocratiques du régime politique qui nous opprime, qui attise le racisme, qui divise la classe ouvrière et fait en sorte que ses politiques économiques et sociales servent une petite minorité de capitalistes et d'impérialistes nationaux. Nous appelons toutes les organisations et militants qui partagent cette perspective à s'organiser pour lutter et défendre nos droits en tant que travailleurs dans la rue, car en fin de compte, c'est la classe ouvrière dominicaine et immigrée qui a construit ce pays et la seule force sociale qui représente la possibilité d'un avenir meilleur.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine
1er Novembre 2023

Provocation sur la ligne frontalière

Par Isabelle L. Papillon



Des militaires dominicains traversant la clôture de la ligne frontalière délimitant les territoires des deux pays

Le mardi 7 novembre vers les 13 heures PM, une vive tension a éclaté dans la commune de Ouanaminthe précisément sur la frontière Haïtiano-dominicaine, quand des militaires dominicains ont non seulement traversé la ligne frontalière justement la clôture délimitant les territoires des deux pays mais sont aussi entrés illégalement sur le territoire haïtien avec leurs armes pointées sur la population et des agents de la Brigade de Sécurité des Aires Protégées (BSAP).

Cette provocation a provoqué la colère du peuple haïtien a réagi par une manifestation populaire instantanée et même les ouvriers qui travaillaient dans la construction du Canal ont dû laisser leurs travaux pour rejoindre la mobilisation.

Au même moment, un hélicoptère de l'armée dominicaine patrouillait dans l'espace aérien haïtien. L'incident n'est pas survenu par hasard, il fait partie du plan des Etats-Unis dans le cadre du Global Project Act d'utiliser la Dominicanie contre Haïti dans le cadre de réunir l'ile entière sous un seul gouvernement. Ce qui est arrivé est un essai et si le peuple ne s'organise pas davantage pour contrecarrer cette occupation à venir, demain serait pire.



Un hélicoptère de l'armée dominicaine patrouillait dans l'espace aérien haïtien

Il est clair que cette provocation qu'on pouvait même appeler une déclaration de guerre est arrivée justement, quelques jours après que notre directeur Berthony Dupont participant à la

Conférence internationale pour la Reconstitution de la Quatrième Internationale, pour le Parti mondial de la révolution socialiste, à Paris du 3 au 5 novembre 2023, avait souligné le danger que concoctent les Etats-Unis avec la République Dominicaine pour humilier Haïti. (Voir page 14)

En effet, le jeudi 2 novembre 2023, le président Joseph R. Biden Jr. avait rencontré son homologue de la République Dominicaine le président, Luis Abinader, à la Maison-Blanche et qu'il a remercié pour le soutien qu'il apporte à l'Ukraine. Mais il faut souligner que le dirigeant dominicain est un grand et farouche supporter de l'apartheid Israélien contre le peuple Palestinien.

Ce n'est pas sans raison que la 25ème Foire Internationale du Livre de Santo Domingo, République Dominicaine (FILSD 2023), où l'Etat d'Israël était un invité d'honneur a été boycottée. Cette invitation exprimant justement le rapprochement de la République dominicaine avec l'État raciste et génocidaire d'Israël avait institué un grand campagne de boycott de la foire, du fait que cela s'inscrit dans la montée du conservatisme dans le monde et dans le modus operandi de l'État dominicain qui, depuis la fondation de l'État sioniste en 1948, entretient des relations étroites avec Israël, initiées pendant la sanglante dictature de Trujillo (1930-1961), alliée de Washington et de la dictature de Franco.

Selon la professeure socialiste Ingrid Luciano, qui a participé au boycottage du salon du livre *« avoir Israël comme pays invité n'est pas une simple coïncidence : Ne cachons pas le soleil du doigt : la décision du gouvernement dominicain, à travers ses autorités culturelles, de rendre hommage à un État d'apartheid doit être lue comme un coup de pouce audit régime. »*

A ce sujet le Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine avait écrit : Depuis son arrivée au pouvoir en 2020, le président Abinader, porte-drapeau du trumpisme, a adopté des politiques racistes et réactionnaires visant la communauté haïtienne et ses descendants. En rejet de la politique ouvertement anti-haïtienne et raciste d'Abinader, la déclaration appelant au boycott du FILSD 2023 condamne le virage antidémocratique croissant du gouvernement dominicain, qui s'oriente vers un système d'apartheid qui entraîne l'exclusion politique et sociale des populations dominicaines d'origine haïtienne – dénationalisées par un arrêt de la Cour Constitutionnelle en 2013 – et communauté immigrée d'Haïti.

Cette provocation de la République dominicaine est la responsabilité du président des Etats-Unis Joe Biden. Au cours d'une réunion qu'ils ont eu le 4 novembre dernier à la Maison blanche, les deux alliés de Netanyahu en l'occurrence Abinader et Biden ont discuté de la situation en matière de sécurité en Haïti, ainsi que de l'évolution du déploiement d'une mission multinationale d'appui à la sécurité (Multinational Security Support, MSS) en Haïti. Pour Abinader, il s'agissait d'être informé sur les moyens que les Etats-Unis vont utiliser pour contrecarrer la mobilisation populaire haïtienne décidée à construire un canal sur la rivière Massacre.

S'adressant à Abinader, Biden lui a dit : *« Vous savez, enfin, nous travaillons ensemble pour faire face à la situation humanitaire et sécuritaire historique en Haïti. »* tout en ajoutant « *que son pays continuera à soutenir la mission multinationale dirigée par le Kenya visant à lutter contre les gangs armés en Haïti. »*

De son côté, sur son compte X (anciennement Twitter) Joe Biden a qualifié sa rencontre avec le président dominicain d'excellente, se vantant que le partenariat entre les États-Unis et la République dominicaine est plus fort que jamais. *« […] une réalité qui nous permettra à tous les deux d'élargir les opportunités économiques, de lutter contre la corruption et de faire face à la crise climatique. »*, conclut-il dans sa publication.

Il est clair que cette provocation des Etats-Unis à travers le gouvernement raciste de la république dominicaine s'inscrit dans la logique de guerre et de la domination impérialiste américaine dans les Caraïbes et en Amérique latine.

Le peuple haïtien ne renoncera pas à sa lutte. Malgré que nous sommes appauvris, nous sommes restés un peuple fier et digne qui ne tolèrera aucun affront quel que soit son origine.

Alors que le MSS tente de maîtriser la résistance haïtienne, l'USAID rassemblera des marionnettes de la «société civile »



Le chargé d'affaires américain Eric Stromayer lors d'un événement annonçant son « Programme de renforcement de la société civile » (CSSP), qui vise à rassembler 250 groupes de la « société civile » haïtienne conformes aux normes américaines

Par Travis Ross*

Le rôle de l'USAID en tant qu'outil de l'impérialisme américain

Alors que l'USAID prétend fournir une aide internationale pour « renforcer la gouvernance démocratique » en « soutien à la politique étrangère américaine », les archives historiques révèlent qu'elle a été utilisée pour financer des groupes d'opposition et des tentatives de changement de régime dans des pays qui défient les intérêts de politique étrangère de Washington. .

Le chercheur Peter Hallward a documenté comment les fonds de l'USAID ont été utilisés pour financer des fronts de la société civile anti-gouvernementale en Haïti après l'élection écrasante d'Aristide en 2000. Cela faisait suite à une réduction du financement de l'USAID en Haïti immédiatement après l'élection d'Aristide.

L'idée selon laquelle la NED et l'USAID servent d'outils à l'impérialisme américain est plus largement acceptée de nos jours.

Le 2 mai 2023, le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a envoyé au président Biden une lettre critiquant Washington pour son ingérence dans les affaires intérieures de son pays. Il a condamné le financement que l'USAID a fourni à des groupes d'opposition de droite organisant des manifestations contre le gouvernement élu du Mexique et cherchant à le déstabiliser. La lettre a bénéficié d'une large couverture médiatique dans les grands médias occidentaux.



Avec (de gauche à droite) le Premier ministre bahaméen Philip Davis, le Premier ministre jamaïcain Andrew Holness et le Premier ministre haïtien de facto Ariel Henry

AMLO n'est pas le premier dirigeant latino-américain à dénoncer les politiques interventionnistes américaines mises en œuvre par l'intermédiaire de l'USAID.

En 2011, le président bolivien Evo Morales a annoncé l'expulsion de l'USAID de Bolivie. Le Mouvement vers le socialisme (le parti de Morales) a déclaré aux journalistes que l'USAID avait fourni plus de 20 millions de dollars aux partis d'opposition de droite. Les dirigeants du parti ont également déclaré que l'USAID tentait de saper « les bonnes relations entre la Bolivie et le Venezuela ».

Sept ans plus tard, l'USAID est retournée en Bolivie à l'invitation du gouvernement putschiste de Jeanine Anez soutenu par les États-Unis pour surveiller les élections.

Le rôle de l'USAID dans le « Plan stratégique décennal pour Haïti »

La SPCPS souligne que l'aide étrangère est un « outil essentiel » pour « améliorer les programmes d'aide étrangère spécifiques qui s'attaquent directement à la fragilité, y compris ceux qui cherchent à renforcer la cohésion sociale, à lutter contre la corruption et à protéger les droits de l'homme ».

La deuxième phase du plan stratégique décennal de Washington pour Haïti s'attaquera aux « causes profondes de l'instabilité » et « mettra fortement l'accent sur le partenariat avec les dirigeants et les parties prenantes haïtiens ».

Un « plan de communication stratégique » est également inclus pour « garantir que les efforts financés par le gouvernement américain soient efficacement amplifiés dans tout le pays ».

Le Département d'État prévoit également « d'approfondir l'engagement avec la société civile haïtienne, y compris les groupes religieux et les ONG, ainsi qu'avec d'autres donateurs internationaux, les organisations de la diaspora haïtienne et les organisations multilatérales ».

L'USAID a officiellement annoncé son « Programme de renforcement de la société civile » (CSSP) pour Haïti le 21 octobre 2022. Ce programme fait partie de la première mise en œuvre de la phase deux.

Le programme a été officiellement lancé le 11 janvier 2023 à Cap Haïtien, en Haïti.

Un communiqué de presse de l'ambassade américaine explique que l'objectif du CSSP est de « renforcer les capacités des organisations de la société civile [OSC] haïtiennes, y compris les organisations confessionnelles, les groupes locaux et ceux qui travaillent avec la diaspora qui sont enregistrés et opèrent en Haïti. » Les OSC qui participeront seront « mieux équipées pour développer, mettre en œuvre et suivre leur plaidoyer », explique le communiqué de presse.

L'USAID « s'associe » à 250 organisations de la société civile haïtienne

L'USAID explique qu'« il existe un besoin crucial » pour les OSC haïtiennes de collaborer et « d'étendre leur impact » et « leur influence sur les politiques publiques et la prise de décision ». L'un des principaux objectifs du CSSP est de « soutenir des relations de travail productives entre les organisations de la société civile et les acteurs du développement, y compris, mais sans s'y limiter, le gouvernement local/central, le secteur privé et les principaux donateurs ».

L'USAID compte désormais 250 OSC haïtiennes « partenaires » anonymes dans le cadre du programme CSSP.

Papyrus SA gère le CSSP, identifié par l'USAID comme l'un de ses « partenaires locaux » en Haïti. Papyrus SA est une « société de gestion à responsabilité limitée » privée à but lucratif qui opère en Haïti depuis 2007 et y a géré plusieurs projets de l'USAID, exploitant « plusieurs projets de grande valeur et à haute visibilité pour le secteur privé et les donateurs en Haïti ». .»

Le CSSP se coordonne avec Counterparts International, qui met en œuvre les programmes de l'USAID dans des dizaines de pays à travers le monde. Il reconnaît l'USAID comme sa principale source de financement (Exxon Mobile est son principal bailleur de fonds).

L'actuelle PDG de Counterparts, Ann Hudock, a travaillé pour le Département d'État en tant qu'assistante spéciale du sous-secrétaire aux Affaires mondiales.

Les objectifs déclarés du CSSP en Haïti recoupent le rôle traditionnel du NED de financer les OSC en Haïti. Ce n'est probablement pas une coïncidence si le NED a récemment supprimé son site Web répertoriant les boursiers 2021 en Haïti (cela sera exploré en profondeur dans un prochain article). Il est également peu probable que ce soit une coïncidence si le NED n'a pas encore publié la liste des bénéficiaires de subventions en Haïti pour 2022.

Avec le CSSP, le gouvernement américain vise à développer son réseau d'OSC conformes aux intérêts américains. Il est crucial que les noms des 250 OSC financées par l'USAID dans le cadre du CSSP soient révélés, ainsi que ceux des OSC et des groupes dits de « droits de l'homme » recevant un financement du NED. Ils auront inévitablement un rôle à jouer dans le soutien à l'occupation américaine d'Haïti et au gouvernement de transition qu'il nommera.

Les phases un et deux du « Plan stratégique décennal pour Haïti » représentent une prise de contrôle efficace d'Haïti, si Washington obtient ce qu'il veut. Cette prise de contrôle transformerait effectivement le statut d'Haïti en tant que néo-colonie américaine en une colonie virtuelle telle qu'elle l'était de 1915 à 1934, lorsque les Marines américains l'occupèrent.

Cette transformation se produira sous le MSS – une force d'occupation – tandis que les OSC et les groupes de « défense des droits de l'homme », soutenus et financés par l'USAID et la NED, guideront la reconstruction d'Haïti vers une société entièrement redevable aux intérêts américains, une colonie américaine virtuelle.

Cela créera une façade d'accord ou de « consensus » haïtien, c'est-à-dire le respect de la domination américaine sur Haïti. Ces OSC et groupes de « droits de l'homme » fourniront des porte-parole et des dirigeants qui pourront consciencieusement répéter les points de discussion de l'USAID et du Département d'État. L'USAID, à travers son « plan de communication stratégique », peut « garantir que les efforts financés par le gouvernement américain soient efficacement amplifiés dans tout le pays » grâce à son réseau de plus de 250 OSC et groupes de « défense des droits de l'homme ».



Une réunion financée par l'USAID à Aux Cayes le 28 avril 2023. À travers de tels événements, Washington cherche à recruter une légion de « partenaires fantoches de la société civile » pour créer l'illusion d'un « consensus haïtien » avec ses projets

Le gouvernement américain vise à reconstruire le gouvernement haïtien pour atteindre ses objectifs impérialistes

La classe politique a abandonné le peuple haïtien et suscite une grande méfiance. À quelques exceptions près, ils hésitent entre divers accords et coalitions informelles, tous dans le même but : faire appel à Washington et à ses mandataires pour obtenir la légitimité et l'autorité nécessaires pour diriger un gouvernement de transition.

Qu'il s'agisse de la coalition de l'Accord du Montana, devenue un front de la société civile pour une partie de l'élite haïtienne, du Collectif des partis politiques du 30 janvier, ou de la coalition informelle entre les différents signataires de l'Accord Selon la Déclaration conjointe de Kingston, le fossé complet entre la classe politique haïtienne et le peuple n'a jamais été aussi évident.

La déconnexion est également apparente chez certains alliés occidentaux d'Haïti.

Il existe de nombreux points communs entre les différentes organisations de solidarité, de défense des droits et de gauche qui défendent la cause du peuple haïtien. Les appels aux gouvernements étrangers pour qu'ils retirent leur soutien au dictateur haïtien Ariel Henry, par exemple, sont fréquents. Mais il n'existe pas de consensus sur qui soutenir – qu'il s'agisse de dirigeants, de partis politiques, de mouvements ou d'OSC.

Cela est dû, en partie, au succès de la campagne de propagande menée par le gouvernement américain à travers le NED et d'autres organisations, soutenues par le gouvernement américain et l'Open Society Foundation, y compris des organes de propagande soutenus par les États-Unis comme le RNDDH et le FJKL.

Le résultat est que certaines de ces organisations s'associent à la diabolisation de dirigeants populaires locaux comme Jimmy Cherizier, porte-parole des Forces révolutionnaires de la famille du G9 et de leurs alliés, tandis que d'autres l'ignorent complètement, peut-être pour éviter le vitriol que ses détracteurs lancent à quiconque remet en question le récit concocté par des groupes de « défense des droits de l'homme » soutenus par les États-Unis et qui a été complètement démystifié dans le documentaire Another Vision.

Des lettres adressées à divers organismes internationaux comme l'Union africaine et l'ONU ont été signées par un large éventail d'alliés d'Haïti pour empêcher le déploiement du MSS ou simplement exiger que les États-Unis cessent de soutenir Ariel Henry. D'autres se sont concentrés sur l'appel à la Chine et à la Russie pour qu'elles utilisent leur veto au Conseil de sécurité pour bloquer une invasion. Malheureusement, tous ces efforts ont finalement échoué.

Pendant ce temps, les analystes sont parfaitement conscients que Chérizier est la principale cible de l'invasion menée par les États-Unis. Ce n'est pas parce que le gouvernement américain souhaite éliminer les gangs criminels – il soutient Ariel Henry – mais parce qu'il comprend que Cherizier est le leader le plus important qui représente une menace pour les intérêts américains en Haïti.

Lors d'un récent entretien avec Dan Cohen, l'analyste et ancien officier du commandement des opérations spéciales de l'US Air Force, Jean-Pierre Alfred, a expliqué que Cherizier,

suite à la page(16)

L'angoissant tableau de la déshumanisation d'Haïti dans le prisme du rapport de l'ONU sur le financement de la criminalité

Par Erno Renoncourt

Le rapport de l'ONU sur le financement des gangs en Haïti dévoile le tableau d'une société immonde qui a appris à vivre au tu et à toi avec de lourdes médiocrités pour se dispenser de l'effort cognitif de penser éthiquement, d'agir responsablement et de vivre dignement. Convaincus que cette posture indigente de renoncement à l'intelligence est une perte de sens qui vient de l'héritage de l'esclavage, nous avons cartographié sa structure hideuse. De ce recoupement analytique, il émerge une structure hybride et paradoxale qui verrouille le pays sur l'invariance de la géostratégie de la déshumanisation en assurant l'impuissance de la population par l'équilibre de deux médiocrités : la mécréance de ses élites économiques et politiques et l'insignifiance de ses élites académiques et culturelles. Voici le sombre tableau de la société haïtienne avec son armée de docteurs, de lettrés, de diplômés. Ils se projettent dans les rêves blancs d'ailleurs en produisant un enfumage qui génère des cauchemars noirs.

Le rapport de l'ONU au prisme de la géométrie de données ?

Le rapport de l'ONU sur le financement de la criminalité en Haïti contient de nombreux enseignements que la société haïtienne, dans ses composantes les plus diverses, doit approprier authentiquement et courageusement, si elle veut trouver la brèche pour se régénérer et se réinventer comme un peuple digne. Reliés à d'autres données secondaires, les données primaires de ce rapport tendent à montrer que la structuration actuelle de la société verrouille le pays sur un cycle invariant au bout duquel l'impuissance collective permet, à travers des impostures (dont l'assistance internationale en est une), la résurgence de la même géostratégie de la déshumanisation qui a présidé la barbarie de l'esclavage. Si hier, elle se caractérisait par la dynamique de la déshumanisation brutale des peaux noires par les peaux blanches ; aujourd'hui, elle se module en version "soft" et métissée : peaux métissées et noires contre peaux noires. Ce qui donne à Haïti ses attraits invariants de fossile anthropologique.

Le bug est manifestement anthropologique et donne lieu à un paradoxe angoissant : un peuple qui s'enlise dans la stagnation évolue vers son extinction, puisqu'il est condamné à être recouvert par les débris que l'histoire, le temps et la vie éjectent pour faire peau neuve, en permettant à ceux qui sont intelligents et dignes se renouveler et d'aller de l'avant. "Qui ne se régénère pas dégénère", dit le sociologue de la complexité Edgar Morin. Donc, le défi pour Haïti est celui de sa dé-fossilisation pour son évolution vers une possible régénération. Pour y parvenir, la société doit trouver la voie pour sortir du cycle de l'invariance sur lequel la maintient la géostratégie de la déshumanisation qui préside à l'indigence du monde.

Mais Haïti doit assumer qu'elle contribue, par la nature immonde de sa société, à structurer cette invariance. Ainsi, l'indigence, telle que modélisée par l'axiomatique TIPÉDANTE, comme l'enchevêtrement d'un ensemble de médiocrités humaines qui se manifestent par des éruptions chaotiques paradoxales, se reflète dans le tableau horrifiant de la société haïtienne que brosse le rapport de l'ONU, dans sa mise en évidence des liens d'affaires structurants entre les gangs et le modèle économique haïtien. Ce rapport offre une opportunité de mettre en place une réelle démarche analytique d'évaluation pour mieux comprendre le fonctionnement de la société haïtienne au cours de ses 219 ans d'indépendance et trouver la brèche pour faire vivre un possible innovant autre que cette routine invariante.

Le si vil reflet de la société civile haïtienne

L'analyse que nous avons mise en place pour objectiver l'enseignement de ce rapport a consisté à faire apparaître, derrière l'apparent et l'évident, la structure hideuse du modèle d'affaires haïtien. Aussi, nous avons refusé de nous concentrer sur la défaillance politique que tout le monde exècre. Nous avons préféré nous attarder sur les fissures et les détails qui surgissent dans le recoupement des données factuelles fournies par l'ONU sur les liens d'affaires entre les gangs et les milieux puissants de l'économie et de la politique haïtiennes avec le niveau d'influence de ces acteurs dans la société, leur implication dans le modèle de la réussite du pays, leur partenariat avec la société civile et les milieux éducatifs, culturels et socioprofessionnels qui assurent la production de la performance de la société. Notre approche vient de ce qu'étant adeptes de la complexité, nous croyons que s'il faut changer une société ce n'est pas seulement sur sa face défaillante qu'il faut se concentrer, mais davantage sur sa face performante. Celle qui produit les services dont la société ne peut se passer. Pour cause, nous croyons que défaillance et performance, comme le désordre et l'ordre, sont deux lectures de la même grandeur. Elles ne divergent que par leur portée qui affecte différemment les groupes de la société ; mais elles sont solidaires, car produites par les mêmes activités. Donc c'est la performance des milieux économiques, culturels et académiques qui conditionnent la défaillance de la politique, parce que celle-ci a une mission de service public dédiée à la population. Et comme ces milieux aisés ne s'identifient pas à la population (pour des raisons que nous explicitons dans l'axiomatique de l'indigence), ils s'assurent que la politique en charge des besoins existentiels de cette population soit défaillante, en même temps qu'ils veillent à enliser celle population dans une impuissance pour maintenir l'invariance de l'écosystème et entretenir ainsi la perdurance de la performance qui assure leur réussite. D'où le concept paradoxal de la performance défaillante que la géométrie des données tipédants a mis en exergue comme composant du processus qui assure le triomphe de l'indigence.

Ainsi dans le prisme de la géométrie des données de l'axiomatique de l'indigence, le rapport de l'ONU permet de voir Haïti dans sa structuration hideuse :

1. Une économie de violence caractérisée par :

a. La spéculation et le racket sur les devises ;

b. La drogue et le trafic d'armes ;

c. La contrebande et l'escroquerie généralisée ;

2. Un climat précaire avec des risques multidimensionnels non dimensionnés :

a. Risque sismique ;

b. Risque cyclonique ;

c. Risque écologique ;

d. Risque sécuritaire ;

3. Une offre politique médiocre et gangstérisée manifeste par :

a. La crapulerie des acteurs étatiques

b. La déficience éthique et épistémique du leadership politique ;

c. La servilité et l'irresponsabilité des acteurs préposés au leadership ;

d. Le règne de l'impunité ;

4. Un impensé organisationnel structuré :

a. Institutions défaillantes ;

b. Processus organisationnels non cartographiés, non maitrisés ;

c. Foutoir informationnel ;

d. Modèle d'affaires basé sur le profit, l'allégeance et les mauvais arrangements ;

5. Une offre éducative et une culture insignifiante :

a. Soumission, allégeance, docilité, futilité ;

b. Recherche de facilité, déni de la complexité, peur de la vérité ;

c. Marronnage, malice, impostures ;

d. Culte de l'opportunisme malsain et de l'entre soi ;

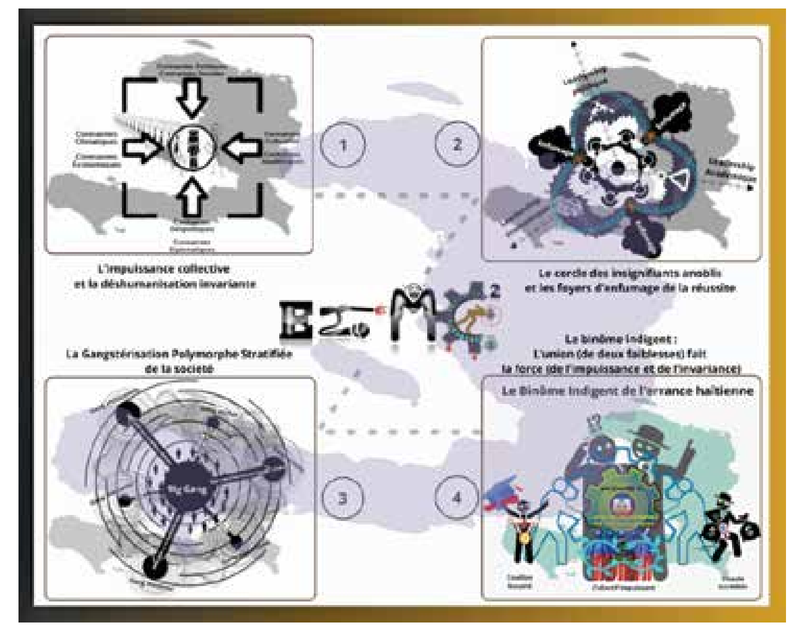
6. Une population déshumanisée :

a. Misère, paupérisation ;

b. Résignation, débrouillardise individuelle, désengagement citoyen ;

c. Incivilité, prostitution, oisiveté, délinquance, banditisme ;

d. Culte de la servilité et de la facilité.



Voilà le réel structurant qui explique l'impuissance collective haïtienne. Il va sans dire que l'indigence est une fonction socio anthropologique qui évide des groupes sociaux et des êtres humains en les contraignant à s'adapter à un ensemble de médiocrités, plus ou moins enjolivées selon le contexte, et qui permettent à certains de survivre et à d'autres de réussir. Mécréance et insignifiance sont les deux bras de la tenaille qui assure la performance déshumanisante de l'indigence. Elles sont deux médiocrités spécifiques au domaine métier de ceux qui les mettent en œuvre. Elles agissent comme deux faiblesses qui, s'appuyant l'une sur l'autre, se structurent et entretiennent l'**impuissance** collective, encourageant le désengagement citoyen, nourrissent la résignation de la population et la poussent soit à accepter sa déshumanisation, soit à fuir le territoire. L'indigence est donc le propulseur qui maintient Haïti sur le cycle de l'invariance de la géostratégie de la déshumanisation. Pour s'extraire de ce cycle invariant, Haïti doit se doter de compétences éthiques pour apprendre à combattre la mécréance des acteurs économiques et politiques et l'insignifiance des acteurs économiques.

Cette conclusion s'impose, car en recoupant les données brutes du rapport de l'ONU aux données secondaires de l'écosystème, nous pouvons rigoureusement soutenir l'inférence suivante : **quand une grande partie de ceux qui sont économiquement influents dans une société précarisée doive leur réussite à leurs liens d'affaires avec la corruption et la criminalité, cette société ne peut évoluer que vers un enchevêtrement de médiocrités humaines**.

En ce sens le rapport de l'ONU vient confirmer la validité du modèle analytique TIPÉDANT, basé sur la géométrie des données contextuelles et la prospective éthique. Modèle que nous avons pourtant vainement cherché à présenter, à enseigner aux acteurs socioprofessionnels et médiatiques, aux décideurs économiques et politiques et aux acteurs non étatiques de la société civile depuis quelques bonnes années. Mais aucun n'a prêté attention à ce modèle, et pour cause. Car, dans leur grande majorité, ils sont financés et subventionnés par les mêmes acteurs économiques qui financent la criminalité. C'est ce que nous allons prouver pour faire revivre l'équation de l'errance que nous avions proposée pour expliciter la trajectoire de la gouvernance haïtienne.

Les structures dissipatives de l'indigence

Le rapport de l'ONU sur le financement de la criminalité en Haïti permet de valider la thèse de l'axiomatique de l'indigence. Pendant plus de 15 ans, nous avons produit une cartographie illustrant les structures dissipatives de l'indigence haïtienne, de nos frictions avec les acteurs décisionnels et les acteurs métiers, nous avons extrait un modèle de données contextuelles sur les processus et le pilotage de la justice, de la sécurité publique et sociale, de l'éducation, de la santé et des technologies. Nous l'avons modélisé et nous l'avons proposé à des universitaires, des dirigeants de partis politiques, des éditorialistes, des chercheurs et des influenceurs de la société pour attirer leur attention sur le gouffre vers lequel le pays dérive, mais par faute d'intelligences éthique, ils n'y ont vu que des provocations ou des amalgames.

Pourtant ce sont ces structures autoorganisées qui verrouillent l'impuissance collective comme l'état le plus stable qu'Haïti puisse connaître par la nature humainement médiocre de sa société. C'est une contextualisation du second principe de la thermodynamique. Dans un écosystème indigent, l'augmentation des précarités facilite la segmentation de la société en strates insignifiantes et futiles concentrées sur leur soi médiocre : Servilité-Opportunisme-Indignité. Elles sont incapables de vivre dans une cohésion où la coopération bienveillante, la communication authentique et le respect de l'altérité sont les fondements des rapports à l'autre et garants de la reliance éthique. Cet écosystème, pour assurer sa survie, va évoluer vers un état d'impuissance par l'équilibre de la médiocrité qu'assurent les structures dissipatives qui laissent éroder la dignité nationale : chacun étant au service de sa personne et de son soi médiocre, chacun facilite l'érosion de l'énergie de la reliance collective au profit de sa croissance, produisant ainsi une performance défaillante.

Au nombre de ces structures, quatre occupent une place de choix dans le tableau horrifiant (voir image) à travers lequel Haïti se laisse voir comme un espace shitholien et asservi par l'indigence.

1. Les contraintes multidimensionnelles de l'impuissance collective haïtienne fonctionnent comme un processus générateur d'errance entretenant **l'invariance de la déshumanisation de la population** ;

2. **Trois foyers d'enfumage forment le socle d'influence stratégique autour duquel gravite le cercle des insignifiants anoblis.** C'est l'enfumage abondant provenant de leur rayonnement indigent qui enjolive cette déshumanisation et permet sa résurgence à travers le temps ;

3. Les contraintes multidimensionnelles de l'écosystème forcent la société à évoluer dans une permanente tectonique chaotique. Elle segmente la société en de nombreuses strates, des **gangs polymorphes stratifiés** qui s'opposent en apparence, tout en harmonisant leur mouvement asynchrone pour graviter autour du Big Gang international.

4. L'invariance de la déshumanisation imprime à Haïti une trajectoire d'errance modélisée par l'adaptation médiocre de la société au modèle économique de la corruption et de la criminalité. Les individus déforment leurs postures mentales et cognitives par un marronnage déviant où la malice est la valeur élue qui donne la réussite. Elle incite à renoncer à l'intelligence et à la dignité, en imposant à ceux qui veulent réussir de former entre eux des **binômes indigents de crapules et de couillons**.

Voilà le modèle socio-anthropologique que nous contextualisons pour expliquer l'errance haïtienne. De nombreux esprits simplistes s'attachent à voir dans cette modélisation originale de gratuites provocations, des éruptions de manifestations d'égo surdimensionné ou d'aigreurs, de frustrations ou de règlements de comptes personnels avec d'éventuels ennemis. Incapable de penser à travers des modèles qui problématisent et contextualisent les théories scientifiques pour résoudre des problèmes spécifiques, l'universitaire ou le lettré haïtien est juste compétent pour reprendre ce qu'il y a dans les livres ou ce qui est promu en haut lieu de pouvoir économique et diplomatique. Il ne comprend pas que résoudre des problèmes demande une grande attention pour capter des données éparses et une intranquille imagination pour les relier en un ensemble cohérent capable d'expliquer le monde en dégageant des variables de responsabilités comme des leviers pour de possibles actions innovantes.

Dans cette modélisation, certains ne verront même pas que la clé du déverrouillage de l'invariance (1ere image du tableau) se trouve aux mains des lettrés haïtiens. Prenez le temps de regarder l'image de l'équation de l'errance : Avez-vous vu le malfrat malicieux au sommet de son trône de réussite ? Il alimente l'errance par ses médiocrités dans une insignifiante ivresse (M symbolise la Malice, Médiocrités). Voyez, enfin sur la trajectoire courbée de la piste de la réussite sur laquelle glisse, la posture inclinée, vers le gouffre le lettré qui se focalise sur l'argent, tandis qu'il se fout que sa cognition, sa conscience et son esprit soient les cibles du système. Trouver que cette modélisation originale de l'errance est de la provocation et de l'amalgame est d'une terrifiante insignifiance.

Et c'est là une des dévaluations auxquelles l'Occident procède pour entretenir sa grandeur et sa puissance par le double standard. Double standard et dévaluation que l'on retrouve aussi dans la monnaie, les médias et tout ce que l'Occident promeut, comme l'explique Idriss Aberkane

suite à la page(16)

Sèt kidnapè mouri nan Delma



Yon bandi jwenn lanmò ak yon inifòm lapolis sou li

Omwen pou pi piti sèt kidnapè jwenn lanmò yo nan echanj kout zam ak Lapolis Nasyonal Ayiti jou lendi 6 novanm 2023 a nan komin Delma. Kèk nan kidnapè sa yo, te abiye ak inifòm lapolis (Simo) pou yo te kab twonpe vijilans popilasyon an.

Kidnapè sa yo te nan 2 machin, yo te pral eseye pran yon sitwayen ki t ap sòti lakay li nan zòn Piblen 32, komin Delma.

Selon lapolis, toulesèt kidnapè sa yo, nan echanj ak lapolis te blese mòtèlman. Se sa kif è yo pat gentan ale ak viktim lan.

Yon gwoup Timoun t ap mande lapè nan Vatikan pou Ayiti



Timoun yo sou plas Senpyè

Yon gwoup timoun nan peyi Ayiti te mande lapè pou peyi a, ki afebli ak vyolans, pandan yo t ap patisipe jou 6 novanm 2023 lan, nan yon aktivite nan Vatikan, ak yon reyinyon tou ak Pap SenFrancis.

Timoun yo mande lapè pou peyi yo Ayiti ! Yo mande lapè pou peyi yo, ki febli anba yon fenomèn vyolans.

Se plis pase 6 mil timoun ki soti toupatou nan monn, ki gen ladan yon ventèn konsa ki soti Ayiti. Yo te patisipe nan yon odyans kote Pap la te raple enpòtans travay pou lapè ak pwoteksyon planèt la.

« Lapè pou Ayiti », se konsa slogan an te ye. Delegasyon timoun ayisyen yo te pran foto sou plas Sen Pyè, ki chita devan Bazilik Sen Pyè nan Vatikan.

Yon delegasyon teknik nan Òganizasyon Eta Ameriken (OEA) te vizite kanal la

Jean Michel Arrighi ak Andrés Sanchez, se 2 ekspè OEA sa yo, ki te nan peyi a soti 30 oktòb pou rive 1ye novanm 2023. Yo te vin pran enfòmasyon teknik sou konstriksyon kanal la k ap fèt sou rivyè Masak laRiver. Yo fè konnen, y ap bay rapò yo nan yon ti tan, kip a twò lwen.

Delegasyon an rasanble enfòmasyon sou zòn lan epi li obsève pwogrè konstriksyon kanal la nan Wanamint.

Delegasyon an tou te vizite Minis Afè Etranjè a, Jean Victor Généus. Li te rankontre tou Komisyon miltidisiplinè pou jesyon dlo pataje pandan jounen 31 pou tout bagay ki gen rapò ak objè misyon li.

Delegasyon ekspè OEA a

Les escadrons de la mort de la police kenyane bientôt en Haïti



Les manifestants brandissent des photos du chauffeur de taxi Joseph Muiruri, qui a été tué de manière extrajudiciaire aux côtés de l'avocat des droits humains Willie Kimani et de son client, à Nairobi, au Kenya, le 4 juillet 2016. Photo : Thomas Mukoya/Reuters

Par Dan Cohen

1ère partie

Les tristement célèbres « escadrons de la mort » de la police kenyane arriveront bientôt en Haïti, si Washington obtient ce qu'il veut

Alors que Babu Owino atterrissait à l'aéroport international Jomo Kenyatta de Nairobi, il a appelé sa femme pour lui dire qu'il était arrivé et qu'il rentrerait bientôt à la maison. Cependant, le parlementaire kenyan qui représente Embakasi Est a été rapidement menotté, les yeux bandés, jeté dans un véhicule en attente et emmené vers un lieu inconnu par la police. Ils l'ont détenu au secret pendant trois jours, privé de nourriture et d'eau, avant de le présenter à un juge après qu'une demande d'habeas corpus ait été déposée au tribunal.

« Je suis un messager », a-t-il déclaré. « *Vous pouvez tuer le messager, mais vous ne tuerez jamais le message. Si me battre pour les Kenyans me coûte la vie, qu'il en soit ainsi. Depuis que je suis leader étudiant, je me bats pour les intérêts des Kenyans et je continuerai à me battre pour eux. »*

La détention d'Owino n'est qu'un exemple des abus commis par la police kenyane, celle-ci encore contre un élu.

Mais Owino a eu plus de chance que de nombreux Kenyans, échappant à l'enlèvement avec sa vie. Des escadrons de la mort obscurs ayant des liens secrets avec des personnalités politiques opèrent depuis longtemps au sein de la police notoirement brutale du Kenya et ont fait des milliers de victimes.

À moins qu'elle ne soit stoppée par les tribunaux, le parlement ou les manifestants kenyans, cette terreur sera bientôt exportée vers Haïti, où Nairobi mènera, avec quelque 1 100 forces spéciales de police, une invasion organisée par les États-Unis, que le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a approuvée. Le 2 octobre, avec l'abstention de la Russie et de la Chine. La force déléguée par l'ONU, si elle est déployée, sera appelée mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS).

Les auteurs de la résolution 2699 du Conseil de sécurité des Nations Unies à Washington et les responsables du gouvernement kenyan ont promis d'éviter de répéter les « erreurs » de l'occupation de la MINUSTAH de 2004 à 2017, au cours de laquelle des massacres ont été perpétrés contre la population civile et des centaines d'enfants ont été violés par des soldats étrangers en toute impunité. Mais la longue histoire du Kenya, qui mène des escadrons de la mort contre sa propre population et participe à des interventions malheureuses à l'étranger, laisse présager un désastre humanitaire pour le peuple haïtien s'il se retrouve bientôt sous la botte kenyane.

Les escadrons de la mort de la police terrorisent les Kenyans

« La police kenyane est l'une des plus arriérées », explique Booker Ngesa Omole, militant du Parti communiste du Kenya (PCK). La police kenyane a tué trois membres du CPK cette année, dont un qui, selon Omole, a été exécuté à son domicile devant ses parents. «Ils constituent une force néocoloniale typique.»

En 2008, l'organisation kenyane de défense des droits humains Oscar Foundation a publié un rapport intitulé Veil of Impunity, qui révélait que plus de 8 000 jeunes auraient disparu ou auraient été exécutés depuis 2002. Le rapport faisait également état de « charniers disséminés dans tout le pays… où la plupart des disparus auraient été secrètement enterrés après avoir été exécutés de sang-froid.

Une grande partie de ce carnage a été perpétrée par la « Kwekwe (Eagle) Squad », créée en 2007 pour lutter contre les Mungiki, une organisation nationaliste secrète qui se modèle sur les Mau Mau, qui ont mené une lutte anticoloniale dans les années 1950.

Les différends autour des élections de 2007 ont dégénéré en violences, tuant plus de 1 000 personnes et en déplaçant 500 000, selon Human Rights Watch. *« Cela a dégénéré en " État policier "avec la formation de la tristement célèbre équipe de Kwekwe",* indique le rapport de la Fondation Oscar. *«À la suite d'une série de décapitations, le gouvernement a déclaré une ordonnance de tir à tuer et a ordonné à la police de procéder à des arrestations massives de jeunes, dont certains ont été retrouvés morts et jetés dans la forêt de Ngong.»*

Le rôle de l'équipe de Kwekwe était «de supprimer les jeunes», la fondation des Oscars continue, et elle était «notoire pour ses actes d'enlèvement et des exécutions de jeunes innocents qui se produisent en toute impunité».

Un rapport distinct de 2008 de la Commission nationale du Kenya sur les droits de l'homme, intitulé The Cry of Blood, a compilé au moins 500 noms de victimes qui avaient été tuées ou disparues, et 200 autres qu'ils n'ont pas pu identifier.

Lorsque les groupes de défense des droits de l'homme ont commencé à effectuer des examens balistiques sur des suspects qui avaient été exécutés, la police a modifié ses méthodes de meurtre pour inclure l'étranglement, la noyade, les mutilations et les matraques, selon le rapport, accusant la police de crimes contre l'humanité.

Un rapport de 2009 du Rapporteur spécial des Nations Unies Philip Alston a constaté que «les équipes de la mort opérant sur les ordres de hauts responsables de la police» ont tué 1 113 personnes à la suite d'élections en décembre 2007.

Le fondateur de la Fondation Oscar, Oscar Kamau Kingara, et son collègue enquêteur des droits de l'homme, John Paul Oulo, ont été assassinés, en 2009, apparemment par la police, après avoir fourni des informations à Alston pour son rapport.

La même année, l'officier de police Bernard Kiriinya a été assassiné après avoir enregistré un témoignage vidéo disant qu'il avait été témoin de l'étranglement de l'équipe de Kwekwe et de piratage à mort 58 personnes. D'autres ont été empoisonnés pour éviter les enquêtes balistiques par des organisations de défense des droits de l'homme. Les corps, a-t-il dit, ont été laissés dans un parc national, à manger par des hyènes et dans une usine d'égouts.

"Tous les sous-officiers de notre équipe ont reçu 15 000 shillings (190 $) chacun et les agents ont reçu 10 000 shillings chacun en signe d'appréciation pour` `Kazi Mzuri ''", a déclaré Kiriinya, en utilisant le terme Swahili pour "bon travail. "

En 2020, WikiLeaks a publié une lettre d'un policier kenyan alléguant que l'ancienne Première Dame Lucy Kibaki et le commissaire de police à la retraite, le général de police, Mohammed Hussein Ali ont ordonné à l'équipe de Kwekwe de tuer plusieurs politiciens éminents. Il a également tué «1 869 Mungiki et 631 voleurs suspects». Au moins une douzaine d'officiers qui ont commis les meurtres sont morts ou ont disparu, selon la lettre.

Un rapport de l'Afrique de la Nation 2021 a qualifié l'équipe de Kwekwe de «équipe d'exécution bien structurée au sein du National Police Service (NPS) accusé de l'élimination des suspects du crime».

Après la violence électorale de 2007, le Kenya a formé la commission waki pour réformer la police. En mars 2009, la police a annoncé que la redoutable équipe de Kwekwe avait été officiellement dissoute et, en mai, le président Mwai Kibaki a créé le groupe de travail national sur la réforme de la police. L'année suivante, le Kenya a adopté une nouvelle constitution, promettant la responsabilité et la réforme.

Cependant, peu de choses ont changé. Un rapport de 2016 révèle que la police kenyane a abattu plus de 1 200 personnes au cours des cinq années précédentes.

Même le rapport sur les droits du Kenya 2018 du Département d'État américain faisait état de « meurtres illégaux et politiquement motivés ; disparitions forcées; torture; des conditions de détention très dures et mettant la vie en danger », entre autres crimes, et a accusé le gouvernement de faire semblant de soutenir les réformes. *« L'impunité à tous les niveaux du gouvernement demeure un problème grave, malgré les déclarations publiques du président et du vice-président. »*

En 2019, le directeur des enquêtes criminelles a rencontré les familles des victimes et a promis d'enquêter sur les escadrons de la mort. Bien qu'il ait dissous la « Flying Squad » de la police, les flics tueurs ont simplement été transférés dans d'autres unités de police. Le « Quartier général du Sting Squad » et un autre escadron de la mort appelé « Unité des services spéciaux de la Direction des enquêtes criminelles » (SSU) l'ont remplacé.

Depuis la création du SSU en 2019 jusqu'en septembre 2022, Amnesty International Kenya a documenté



Le défenseur des droits de l'homme Oscar Kamau Kingara, fondateur de la Fondation Oscar, a été abattu dans sa voiture le 5 mars 2009 après avoir donné des informations sur les escadrons de la mort kenyans au rapporteur de l'ONU, Philip Alston

559 cas d'exécutions extrajudiciaires et 53 cas de disparitions forcées, reliant l'équipe à la plupart des cas.

En octobre 2022, la mascarade s'est répétée. Le SSU a été dissous, le président William Ruto déclarant que « la police a changé et est devenue des tueurs au lieu de protecteurs des Kenyans ordinaires ». Comme auparavant, les policiers tueurs n'ont pas été inculpés mais une fois de plus remaniés et affectés à différentes unités.

Amnesty International Kenya s'est montrée sceptique quant à l'annonce de Ruto, affirmant que « de nombreuses autres « unités spéciales » accusées de violations graves, telles que la Flying Squad et la Kwekwe Squad, ont déjà été dissoutes sans nécessairement mettre fin aux violations. Amnesty l'a appelé à « étendre cette action à toutes les agences de sécurité et de police, y compris le Service des forêts du Kenya, le Service de la faune du Kenya, les Forces de défense du Kenya et l'Unité de police antiterroriste ».

En juillet 2019, HRW a soumis un rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies indiquant que la police kenyane et les milices progouvernementales avaient tué 100 personnes lors de manifestations électorales et que la police avait exécuté de manière extrajudiciaire 21 hommes et garçons dans les quartiers pauvres de Nairobi. HRW a publié une déclaration d'accompagnement affirmant que le Kenya n'avait pas tenu ses promesses envers l'ONU.

Les États-Unis maintiennent un fort soutien au Kenya

Malgré ce bilan lamentable en matière de droits humains, Washington finance et forme massivement la police kenyane depuis des décennies.

Ce soutien a sûrement été accru dans l'accord de sécurité du 25 septembre avec le Kenya, que le secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin s'est rendu à Nairobi pour signer, bien que les détails de l'accord n'aient pas encore été rendus publics.

Conformément aux plans américains, les forces militaires kenyanes ont déjà participé à des interventions militaires à l'étranger, de la Yougoslavie à la Somalie.

Ce n'est pas une coïncidence si la police kenyane est non seulement la plus brutale du continent africain, mais aussi la plus grande bénéficiaire du soutien américain. « *Le Kenya est régulièrement l'un des plus grands bénéficiaires de l'aide étrangère américaine et l'un des principaux bénéficiaires de l'assistance américaine en matière de sécurité en Afrique* », indique un document du Congressional Research Service de 2020. *« Parallèlement à l'aide militaire gérée par le Département d'État, le ministère de la Défense a fourni plus de 400 millions de dollars en soutien [à la lutte contre le terrorisme] pour « former et équiper » le Kenya au cours de la dernière décennie. »*

Un article du Wall Street Journal décrivait l'influence de l'ambassade américaine sur la police et les forces de sécurité au Kenya. "Nous avons, pour l'essentiel, le contrôle opérationnel", a déclaré l'agent spécial de supervision Ryan Williams du Bureau de la sécurité diplomatique du Département d'État.

Ce contrôle est maintenu grâce à un système de récompense, très lucratif pour la police kenyane. « Les officiers kenyans qui obtiennent des postes dans des unités agréées bénéficient d'une formation améliorée, du prestige de travailler dans une escouade d'élite et, selon l'unité, jusqu'à deux fois leur salaire habituel. Les agences américaines fournissent des renseignements qu'elles ne partageraient peut-être pas avec la police kenyane ordinaire », explique l'article du WSJ.

"Les bénéfices de telles collaborations et partenariats sont immenses", a commenté l'inspecteur Mike Mugo, porte-parole de la Direction kenyane des enquêtes criminelles.

En février 2020, le FBI et le Département d'État ont formé 42 policiers et agents du renseignement kenyans.

Lorsque des couvre-feux du crépuscule à l'aube ont été imposés sous prétexte de lutter contre le COVID-19, des policiers zélés en tenue anti-émeute ont lancé des gaz lacrymogènes et brutalisé les ouvriers qui attendaient un ferry pour rentrer chez eux après le travail, deux heures avant le début du couvre-feu du soir. Les bidonvilles et les marchés informels confinés ont subi des abus similaires alors que les travailleurs imploraient grâce.

Ceux qui enfreignaient le couvre-feu étaient victimes de brutalités, quelle qu'en soit la raison. La police a battu à mort le chauffeur de taxi-moto Hamisi Juma Mbega, qui emmenait une femme enceinte à l'hôpital après le couvre-feu. Ils ont tué trois autres chauffeurs de taxi-moto qui protestaient contre l'arrestation d'un collègue pour non-port de masque.

Yasin Hussein Moyo, 13 ans, se tenait sur le balcon de sa maison lorsqu'il a été abattu par la police alors qu'il effectuait une patrouille après le couvre-feu. Alors que la police a insisté sur le fait que Moyo n'était pas visé et qu'elle avait été touchée par une balle perdue, elle a tué au moins 24 manifestants anti-confinement sans fournir une telle justification.

Deux frères, Benson Njiru Ndwiga, 22 ans, et Emmanuel Mutura Ndigwa, 19 ans, ont disparu en garde à vue pendant le couvre-feu et ont été retrouvés deux jours plus tard dans une morgue.

Au total, 167 personnes ont été tuées ou disparues en 2020, selon le rapport annuel Missing Voices.

Des unités paramilitaires de la police kenyane appelées « Kwekwe Squad » ou « Flying Squad » ou « Special Crimes Units » ont enlevé et tué des Kenyans, principalement des habitants des bidonvilles, ces dernières années

Le feuilleton kenyan en Haïti !



De gauche à droite : le Premier ministre haïtien Ariel Henry et le ministre des Affaires étrangères Jean Victor Génius. Le président kényan William Ruto et le ministre des Affaires étrangères Alfred Mutua

Par Catherine Charlemagne

(4 e partie)

De retour à New-York l'ambassadeur Georges Orina en tant que chef de la Mission kényane a dû bien se faire expliquer la position des dirigeants haïtiens par les américains qui, en vérité, décident de tout pour Haïti. Aux Nations-Unies, les promoteurs de l'envoi de la force multinationale « robuste » ont expliqué aux kenyans qu'il n'y a qu'une seule option sur la table, pas deux : celle d'une force opérationnelle offensive. Entretemps, les autorités de Port-au-Prince, se sont fait recadrer par Washington qui veut une position claire et sans ambiguïté sur la question. Ainsi, lors de la rencontre du 25 août 2023 aux Nations-Unies, le Représentant d'Haïti à l'ONU, Antonio Rodrigue, a été instruit par Port-au-Prince pour dire qu'une « Force statique » n'était plus valable et ne conviendrait pas à la situation présente en Haïti. Seule une « Force offensive » sera capable de venir à bout des gangs et de sécuriser le pays.

Du coup, en bon diplomate, le chef de la Délégation kenyane, en réunion de compte rendu devant les Etats-Unis et l'Equateur et d'autres, est revenu sur ses premières déclarations en disant que son pays était pour le déploiement d'une force opérationnelle offensive en Haïti.

« Au cours de la réunion à New York, l'ambassadeur George Orina a tenu à préciser qu'après ses rencontres avec le gouvernement, le haut commandement de la Police et les diplomates accrédités en Haïti, il est convaincu qu'Haïti a besoin d'une force opérationnelle offensive pour résoudre le problème des gangs armés. La Délégation kényane dit avoir une meilleure compréhension de la situation après sa visite sur le terrain » a rapporté le journal Le Nouvelliste du 25 août 2023 citant une de ses sources à New-York. Mais, même en ayant une autre approche de la crise et de la situation haïtienne, comme on le sait, le Kenya n'est qu'un pion dans le dossier et le gouvernement du Président William Ruto ne peut rien décider tant qu'il n'a pas le feu vert de Washington qui avait toutes les peines du monde à convaincre les autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU, notamment, Moscou et Pékin.

Mais, il y a surtout la situation sécuritaire d'Haïti qui pousse le Kenya à réfléchir, voire à hésiter à un certain moment à prendre le leadership de la force multinationale. Selon le journal américain Miami Herald, lors du Sommet africain sur le climat à Nairobi, la capitale du Kenya, les 4 et 5 septembre 2023, le Président William Ruto avait fait part de ses réserves au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres sur la situation haïtienne. Le journal a rapporté que le Président kenyan « *disait étudier toujours la situation sur le terrain en Haïti avant de prendre sa décision car la nature exacte de cette force multinationale demeure encore très floue* ». En effet, l'hésitation des autorités kenyanes est compréhensible dans la mesure où mêmes les américains ne cessent de changer leur position ou la nature de l'intervention.

Durant cette même semaine où l'optimisme faisait place au doute de la part des Kenyans, le Conseiller à la Sécurité nationale américain, Jake Sullivan, avançait que *« Les Etats-Unis optent plutôt pour l'envoi d'une force de soutien à la police haïtienne »* alors que dans un premier temps, il était question de force d'intervention militaire.

Toutes ces tergiversations de la part de Washington paraissaient compliquées pour la mise en place de cette force à l'ONU. Or, il était prévu que le dossier revienne devant le Conseil de sécurité de l'organisation le 15 septembre 2023 pour un éventuel vote d'une Résolution devant permettre au Kenya de monter son expédition. Le doute avait aussi envahi le camp haïtien devant tant d'indécision de la Communauté internationale. Le quotidien haïtien Le Nouvelliste, dans son édition du 12 septembre 2023, rapportait ce qu'un dirigeant politique haïtien a pris pour une fatalité *« Les gangs se renforcent, l'État haïtien se dissout, les politiciens tournent en rond, des pays se demandent s'il est trop tôt ou trop tard pour voler au secours d'Haïti »*.

Mais, les tentatives des autorités haïtiennes pour obtenir une intervention militaire en Haïti continuent. Les ministres du gouvernement de Transition sont sur tous les fronts en tout cas partout où ils peuvent convaincre de la nécessité d'aider les autorités haïtiennes de combattre les gangs armés et l'insécurité en Haïti. Le 12 septembre, les négociations allaient bon train entre les différents partenaires des Etats-Unis qui soutiennent le projet et les autres beaucoup plus sceptiques préférant attendre avant de se prononcer sur la question. Entretemps, en

Argentine, a eu lieu la deuxième « Conférence latino-américaine et caribéenne sur les opérations de paix » des Nations-Unies. En marge de ce Forum qui s'est tenu à Buenos Aires, le ministre argentin de la défense, Jorge Taiana, laissait entendre que *« En ce moment, les Nations-Unies discutent de la possibilité de prendre une décision concernant Haïti. Son ministre de la Défense, Dr Enold Joseph, est ici pour demander un soutien à la formation de l'armée et à la sécurité »*.

Le lendemain, c'est à Washington que le dossier Haïti a refait surface dans les discussions dans un autre Forum organisé au Wilson Center dans la capitale fédérale américaine. Là aussi, le gouvernement américain apparaît en première ligne, toujours à la recherche d'alliés pour rejoindre le Kenya dans la formation de la force multinationale. Mais, les choses ne sont pas faciles. Les Chinois et les Russes ne veulent rien entendre. Ils préviennent : ils feront bloc contre un vote au Conseil de sécurité de l'ONU qui donnera le feu vert aux américains pour une nouvelle occupation d'Haïti par des kenyans interposés. Ce à quoi les Etats-Unis répliquent par la bouche de son Secrétaire adjoint au Bureau international des Stupéfiants et de l'application, Todd Robinson, qui, en marge de cette Conférence au Wilson Center à Washington, eut à déclarer : *« Nous faisons le tour du monde pour recruter des pays qui veulent se joindre à une force multilatérale pour intervenir en Haïti. Les gouvernements étrangers disent qu'ils ne s'engageront pas dans cet effort tant que le Conseil de sécurité des Nations-Unies n'aura pas approuvé la mission qui, jusqu'à présent, a été bloquée au Conseil par la Russie et la Chine.*

Les États-Unis prenaient des mesures urgentes pour mettre en place la Mission et rédiger une Résolution avec l'Équateur. Il ne faut pas se faire d'illusions sur l'urgence avec laquelle le Gouvernement américain voit cela. Nous avançons aussi vite que possible. Est-ce qu'on le fera à temps ? C'est ce que nous essayons de faire » disait l'officiel américain. Mais, ce beau discours n'aura pas suffi à rassurer tous les Etats membres de l'organisation des Nations- Unies. Malgré un démarchage qui aura duré des semaines auprès des différents Etats de tous les continents, Washington n'a pu rallier une majorité sur le dossier. Ainsi, la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur Haïti du 15 septembre 2023 a été reportée sine die faute d'accord. Personne du côté des interventionnistes n'a voulu prendre le risque d'aller au vote, persuadée qu'il était inutile de chercher à convaincre les Russes et les Chinois sur cette affaire. Trop de zone d'ombre et trop de pression sur ces deux membres permanents du Conseil de sécurité de la part des opposants haïtiens qui ont mené une campagne d'information tout azimut auprès de Moscou pour que son ambassadeur à l'ONU, Vassili Tchourkine, ne vote pas la Résolution proposée par les américains et les équatoriens.

Finalement, c'est le Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH) qui, sur son compte X, ex-Twitter, a publié un bref communiqué laconique annonçant le report de la réunion du vendredi 15 septembre 2023 de l'ONU «*Nous vous informons que l'examen par le Conseil de sécurité de l'ONU d'un projet de Résolution sur Haïti a été repoussé à une date ultérieure. Le programme de travail du Conseil de sécurité est strictement décidé par les États membres*».

Pour autant, après ce report, le dossier Haïti demeure d'actualité au siège des Nations-Unies à

New-York. Quatre jours plus tard, soit le mardi 19 septembre 2023, c'était l'ouverture de la

78 e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU. Le gratin des chefs d'Etats et de gouvernement de la planète s'était donné rendez-vous durant cette session pour parler de tout et de rien à la Tribune et surtout dans les rencontres bilatérales à travers Manhattan.

Du Président américain, Joe Biden, à celui du Brésil, Lula Da Silva, en passant par Volodymir Zelenski de l'Ukraine à Luis Abinader de la République dominicaine, le bord du fleuve Hudson faisait le plein de dirigeants. Pour Haïti, malgré le conflit opposant Santo-Domingo à Port-au-Prince relatif au creusement du coté haïtien du premier canal sur la rivière Massacre servant de frontière entre les deux pays, le gouvernement de la Transition était représenté par son chef, le Premier ministre Ariel Henry. A la tête d'une délégation composée de son ministre des Affaires étrangères, Jean Victor Généus, de Antonio Rodrigue, Représentant permanent d'Haïti à l'ONU, de Alix Richard, Secrétaire général du Conseil des ministres et d'un membre du Haut Conseil de la Transition, monsieur Laurent Saint-Cyr, Ariel Henry a mené tambour battant un lobbying pour son projet d'intervention étrangère en Haïti.

Cette 78 e session de l'Assemblée générale de l'ONU du mois de septembre 2023 a été l'occasion pour différents pays membres de marquer leur solidarité avec le peuple haïtien dans la crise sécuritaire et politique qu'il traverse. Le Président américain, Joe Biden, a été le premier à parler d'Haïti. Il n'a pas raté l'opportunité de la Tribune de l'ONU pour voler au secours du gouvernement haïtien dans sa demande d'une force multinationale en Haïti. Après l'échec de Washington à faire tenir une réunion sur Haïti le 15 septembre afin d'obtenir une Résolution pour mandater le Kenya à prendre la tête de la force multinationale, Joe Biden revenait donc à la charge auprès des membres du Conseil de sécurité. Dans son allocution à la Tribune des Nations-Unies, le mardi 19 septembre, le locataire de la Maison Banche a appelé *« Le Conseil de sécurité des Nations-Unies à autoriser maintenant l'envoi en Haïti d'une force internationale pour aider la police à lutter contre les gangs. Le peuple d'Haïti ne peut pas attendre plus longtemps »* disait le Président américain.

D'autres chefs d'Etats à l'instar de Lula Da Silva du Brésil a aussi mis en exergue la situation d'Haïti sans oublier naturellement le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui ne cesse de lutter pour l'envoi en Haïti de cette force multinationale tant réclamée par les autorités haïtiennes mais qui butent sur les réticences des certains Etats doutant de la bonne foi des Etats-Unis dans cette Mission à laquelle ils auraient des arrières pensées impérialistes.

Du côté haïtien, avant l'intervention du chef de la Transition qui a eu lieu le vendredi 22 septembre, c'était l'euphorie. Outre multiples rencontres bilatérales ayant eu lieu en marge de cette Assemblée générale, sauf avec le Président Luis Abinader de la République dominicaine, c'est une première, le Premier ministre haïtien, Ariel Henry, en a profité pour plaider sa cause auprès de tous ses interlocuteurs avec une constance : l'envoi d'une force multinationale en Haïti dont le Kenya sera en tête de gondole.

Justement, le Kenya qui, après mainte hésitation, s'accorde quand même à conduire le corps expéditionnaire sur la terre haïtienne, était lui aussi présent à New-York pour cette 78 e session de l'Assemblée générale où il était représenté par son Président William Ruto. Une belle occasion que les autorités haïtiennes n'allaient rater pour rien au monde et surtout allaient mettre à profit pour approfondir les relations entre les deux Etats. Ainsi, profitant de cette opportunité, le gouvernement haïtien et celui du Kenya se sont rencontrés près de deux heures le mercredi 20 septembre 2023 à la Mission diplomatique du Kenya où le Premier ministre

Ariel Henry et le Président William Ruto ont longuement discuté sur le projet de la Mission de la force multinationale et aussi de coopération bilatérale. Lors de cette retrouvaille, les deux dirigeants se sont mis d'accord pour établir des relations diplomatiques entre les deux pays. Cette décision a été prise conjointement et a été officialisée par la signature d'un Communiqué publié en français et anglais par les deux ministres des Affaires Etrangères respectivement Jean Victor Généus pour Haïti et Alfred Nganga Mutua pour le Kenya.

(A suivre)

C.C



Les deux ministres des Affaires Etrangères respectivement Jean Victor Généus pour Haïti et Alfred Nganga Mutua pour le Kenya

Farmers Pivot as Incurable Disease Ravages Haiti's Orange Groves



Louis François, right, and his neighbor Jocelin Oremis make charcoal in François' courtyard in Bas Petit-Borgne, Haiti. François had to find other ways to make money after losing his orange trees to a bacterial disease.

In a country facing food insecurity, a citrus epidemic is wreaking havoc on a vital source of nutrition and income.

by Wyddiane Prophète

PORT-MARGOT, HAITI — Louis François grew up surrounded by hundreds of sweet orange trees. His father would sell his oranges 200 to 300 to a bag, and those that had already fallen to the ground were left for him and his siblings to eat.

"My father had about 360 sweet orange trees on his land in the mountains," says François, who has followed in his father's footsteps, making a living as a farmer on his family's land in the Bas Petit-Borgne area of Port-Margot.

"He sold them to a Madan Sara from Port-au-Prince, who came to buy them in bags," he says, referring to women who buy, distribute and sell food in Haiti. "The bag cost between 250 and 300 [United States] dollars at the time, but today all these orange trees have disappeared, and on my land, I have only two trees that are just beginning to grow."

François has had to learn how to grow other produce such as bananas and yams. He is also a livestock breeder and charcoal producer but says he doesn't reap as many rewards as his father did producing thousands of sweet oranges each year. The 46-year-old blames the loss on a disease that has wiped out orange trees in northern Haiti, an area known for growing the sweetest oranges in the country. The bacterial disease, Citrus Huanglongbing, has been present in Haiti for at least a decade. There is no cure, but there are ways of controlling it, something farmers say they need assistance with as they endure the loss of their orange plantations and earnings.

As Haitians grapple with rising food insecurity, the dwindling supply of sweet oranges affects the economy and pushes them to consume more and more expensive imported products. Agriculture contributes billions of dollars to Haiti's economy, with a fifth of the country's labor force employed in this sector. Fruit ranks second in Haiti's exports to the U.S., one of its biggest trading partners, and the disease has left farmers in the area unable to reap the benefits of international demand for its fruit and the profits that accompany it.

In 2013, the Ministry of Agriculture, Natural Resource and Rural Development, through a statement on its website, announced the presence of the Citrus Huanglongbing disease in several areas of the country, including the north. While acknowledging that the disease did not pose a risk to human health, the department admitted it would affect citrus fruit and the country's economy. Orange exports dropped more than 60% between 2017 and 2019, according to a report from agricultural company and social enterprise Selina Wamucii.

Huanglongbing is a bacterial disease considered the most devastating for citrus trees, causing a smaller fruit yield and eventually leading to the citrus tree's death if not properly treated.

There is no known cure for the disease, but "some medicines have been widely used to ensure the healthy development of the citrus industry, such as antibiotics, pesticides, and immune inducers, which have achieved remarkable results," according to a 2021 research paper published by science platform *Frontiers*. Haiti's Ministry of Agriculture has encouraged farmers to cut down diseased trees and use layering, a propagation method in which low-hanging tree branches are buried to encourage them to grow roots, which are then separated and replanted, says Jean-François Emmanuel, in charge of crop production at the Direction Départementale Agricole du Nord, part of the Ministry of Agriculture. Emmanuel says Port-Margot was one of the first areas hit by the disease. But local farmers say this method alone isn't enough to reestablish orange trees — they need more help.

Haiti has one of the highest levels of food insecurity in the world, nearly half of the population do not have enough food to eat, according to a 2023 World Food Programme report. When food is scarce people tend to rely on cheaper, less nutritious food. The reduction of this vital food group in the area means less access to a top source of vitamin C, which is vital for immunity and essential for cardiovascular health. Coronary heart disease is the leading cause of death in Haiti.

The sweet orange is one of the Caribbean country's top fruits. It is mainly consumed fresh, or used to produce juice, jam, and cakes. Sweet orange oil is used in the perfume industry; in Haiti, orange peel is also used to make charcoal fires and is even used as fishing bait, according to a 2021 study conducted by the Research Institute for Development, a research agency in the French government. Port-Margot, a commune of almost 50,000 people, according to 2015 government figures, relies heavily on crops such as coffee, cocoa and fruit. The commune used to supply oranges to other regions, like Cap-Haïtien and Gonaives, even providing orange seeds to other areas. This is no longer the case.

"This variety of citrus fruit started disappearing in Port-Margot about 12 to 15 years ago," says Germinal Jean-Claude, an agronomist in the region, "due to a disease in which yellow spots and a black powder similar to charcoal appear on the leaves of the orange trees, with an increasing reduction in the quantity of fruit produced, until they die." The bacterial disease is said to kill a fruit tree in about five years.

Thélisma Elisnord is a farmer and former orange grower who lost his trees to the disease and now grows yams and bananas, and breeds oxen. He works his land alone while his wife and daughters sell what he produces. He says oranges offered vital income for him and many others in the area, but he also misses having a regular supply for his family.

"When an orange tree was cut down, the inside was completely eaten up, leaving only a huge empty hole," Elisnord recalls of the disease that killed his trees. He attempted to plant new ones, losing them each time to the bacterial infection.

As orange trees succumb to this disease and farmers switch to growing other produce, they face new challenges in Haiti's changing weather patterns. The country's farmers are battling a steady decrease in rainfall each year, while temperatures continue to rise.

Jocelin Oremis, a farmer from Bas Petit-Borgne who used to grow sweet oranges, explains that one of the problems is drought. Like many of his peers, he lost his pistachio crop this year. Others have lost entire harvests of beans and other crops because of the lack of water.

"It would be great if we could not only find new plants but also get some help with the [lack of] water, which is a real ordeal for us at the moment, as we are losing almost everything we have planted," Oremis says. Yet some fruits and vegetables have proven hardier in the face of harsher and changing weather patterns. Among these are oranges.

A 2018 report from global research nonprofit World Resources Institute, which studied farmers in Costa Rica who switched from growing coffee to oranges because of changing weather patterns, found oranges more resilient to the "droughts, floods, uneven temperatures, erratic rainfall and higher winds that climate change is bringing."

Germinal says that to replace the hardy orange tree, authorities need to consider sustainable solutions to the difficulties, starting with the creation of new orange plantations to replace the old ones.

"Since the arrival of this plague, only one agronomist has come to distribute new orange seedlings to the farmers of my section, and for my part, when I eat oranges, I always keep the seed to put back in the ground, hoping it will take root," says François, who now grows bananas and yams in place of the orange trees he lost.

"It would be good if new nurseries were distributed to revive production," he says. "My father was able to support his family by selling this product. If production restarts, it will help me and my family, and I will be able to leave an inheritance for my children."

Wyddiane Prophète is a Global Press Journal reporter based in Haiti. Megan Spada, GPJ, translated this article from French. This story was originally published by Global Press Journal.



Farmer Louis François inspects banana trees on his land in the Bas Petit-Borgne area of Port-Margot, Haiti.



Leaves of a young orange tree infected with Citrus Huanglongbing disease in the Bas Petit-Borgne area of Port-Margot, Haiti.

LE PRÉSIDENT CUBAIN MIGUE
L'HEBDOMADAI



De gauche à droite : le président cubain Miguel Díaz-Canel, l'éditrice de The Nation, Katrina Vanden Heuvel, et son rédacteur en chef, D.D. Guttenplan au cours d'une interview exclusive à New York

Par D.D. Guttenplan et Katrina vanden Heuvel

Le président cubain s'entretient avec un média américain pour partager ses réflexions sur l'avenir du socialisme cubain, le blocus américain et les difficultés économiques auxquelles est confrontée la nation insulaire.
Fin septembre, l'éditrice de The Nation, Katrina vanden Heuvel, et son rédacteur en chef, D.D. Guttenplan* a rencontré le président cubain Miguel Díaz-Canel pour une interview exclusive à New York.*
Il s'agissait de la toute première interview du président aux États-Unis. Ils ont discuté de la crise économique à laquelle est confrontée sa nation insulaire, de l'avenir de son modèle socialiste et de l'impact de l'hostilité continue de Washington.

D.D. Guttenplan : Vous êtes le premier président cubain né après la Révolution. Que signifie la Révolution aujourd'hui ?

Miguel Díaz-Canel : Tout d'abord, je voudrais vous remercier d'avoir réalisé cette interview, qui a lieu à l'occasion de cette visite que nous avons effectuée en tant que membre de la délégation cubaine à la 78e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je vous remercie de m'avoir permis de m'adresser au public américain, en particulier aux millions de Latinos et de Cubains qui vivent aux États-Unis.

Ma génération est née avec la Révolution. Je suis né en 1960 et j'ai fêté mon premier anniversaire le lendemain de la victoire à Playa Girón [Baie des Cochons]. La naissance et la vie de la révolution ont marqué ma génération.

Dès notre plus jeune âge, nous étions motivés à nous impliquer dans toutes les opportunités que nous offrait la Révolution : nous améliorer, acquérir des connaissances, participer à la culture, à la science et au sport et accéder aux soins de santé. Nous étions également conscients de la nécessité de remplir nos devoirs et non seulement d'être bénéficiaires de droits, mais aussi de relever les défis auxquels le pays était confronté.

Bien entendu, la Révolution a traversé différentes étapes. Mes souvenirs d'enfance sont des années très compliquées. Plus tard, nous avons connu une période de plus grande aisance économique dans les années 70 et 80, lorsque nous entretenions des relations plus étroites avec le camp socialiste et, en particulier, avec l'Union soviétique. Puis vint la période spéciale, qui fut une autre période difficile.

À partir de 2000, le pays est entré dans une nouvelle phase de croissance économique et les perspectives se sont améliorées. Mais aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation que vous avez vous-même qualifiée de « complexe ». Les relations internationales sont compliquées dans un monde aussi incertain, notamment avec les problèmes provoqués par la pandémie.

En tant que représentant de toute une génération qui est parvenue à assumer les responsabilités de la vie politique et du gouvernement, je ressens un énorme engagement envers la Révolution, envers le peuple cubain et envers Fidel [Castro] et Raúl [Castro], qui ont été des visionnaires dirigeants à qui nous devons notre gratitude et notre reconnaissance.

Nous nous définissons comme une génération de continuité, mais pas une génération de continuité linéaire. La continuité ne signifie pas un manque de transformation, mais bien au contraire : une continuité dialectique, afin que, à mesure que nous transformons, progressons et essayons de perfectionner notre société autant que possible, nous n'abandonnions pas nos convictions sur la construction du socialisme dans notre pays avec autant de justice sociale que possible.

C'est notre engagement et notre vision de toute une vie. Cela demande beaucoup d'efforts, de réussite et d'altruisme, et cela exige beaucoup de nous, surtout dans des circonstances difficiles.

Katrina vanden Heuvel : Il y a aujourd'hui beaucoup de jeunes à Cuba. Dans ce contexte, je me demande comment vous envisagez l'avenir de l'économie cubaine. Le blocus est certes brutal, mais les jeunes ont également le sentiment que, sans changement, ils ne verront peut-être pas leur avenir à Cuba.

MDC : Il y a quelque chose d'unique dans le moment actuel. Nous vivons sous blocus depuis notre naissance. Par exemple, ma génération, celle des années 1960, est née avec le blocus. Nos enfants et petits-enfants — j'ai des petits-enfants — ont grandi sous le signe du blocus. Cependant, le blocus a considérablement changé au cours du second semestre 2019. Il est devenu encore plus sévère qu'auparavant.

Le nouveau blocus, plus sévère, était le résultat de deux facteurs. L'une d'elles a été l'application de plus de 243 mesures par l'administration Trump, qui ont renforcé le blocus en l'internationalisant et en appliquant pour la première fois le chapitre trois de la loi Helms-Burton. Ce faisant, ils nous coupent l'accès aux capitaux étrangers, aux devises convertibles internationales et aux envois de fonds ; Les Nord-Américains ne pouvaient plus se rendre à Cuba et exerçaient une pression financière sur les banques et les groupes financiers qui avaient des relations commerciales avec Cuba.

Et pour couronner le tout, neuf ou dix jours avant de quitter ses fonctions en janvier 2021, Trump nous a inclus sur une fausse liste qui dit que Cuba est un pays qui soutient le terrorisme – ce qui est absolument faux. Le monde entier connaît la vocation humaniste de Cuba et la manière dont nous contribuons à la paix. Nous n'envoyons l'armée nulle part ; nous envoyons des médecins. Et même dans ce cas, lorsque nous envoyons nos médecins à l'étranger pour agir en solidarité et fournir des services à d'autres parties du monde, les États-Unis prétendent que nous sommes en réalité impliqués dans la traite des êtres humains.

Au même moment, alors que la situation économique se détériorait, le Covid-19 frappait et affectait fortement Cuba, comme partout ailleurs. Cependant, pendant la pandémie de Covid-19, le gouvernement américain a agi de manière perverse et a renforcé le blocus. Je cible le gouvernement et non le peuple des États-Unis parce que nous avons un profond respect et des liens d'amitié avec le peuple des États-Unis.

Je crois que le gouvernement américain pensait que la Révolution ne survivrait pas à ce moment-là. La pandémie a atteint un niveau très élevé à Cuba et a duré la majeure partie de l'année 2021. Lorsqu'elle a commencé en 2020, nous n'avions toujours pas de vaccins ni même la possibilité de nous en procurer.

Ensuite, il y a eu une panne dans l'usine d'oxygène médical à Cuba. Nous manquions d'oxygène et le gouvernement américain faisait pression sur les entreprises des Caraïbes et d'Amérique centrale pour qu'elles ne nous fournissent pas d'oxygène. Nous avons également dû agrandir les services de soins intensifs, et le gouvernement américain a réagi en faisant pression sur les entreprises qui fabriquaient et commercialisaient des respirateurs pour qu'elles ne fournissent pas Cuba.

La situation était critique et s'est accompagnée d'une vaste campagne médiatique visant à discréditer la révolution cubaine. Nous nous sommes tournés vers notre système de santé – un système efficace, gratuit et de haute qualité qui considère la santé comme un droit – et nous nous sommes tournés vers nos scientifiques, en particulier les plus jeunes. Nos scientifiques ont conçu les respirateurs et développé cinq candidats vaccins, dont trois sont aujourd'hui reconnus pour leur efficacité. Et cela a sauvé le pays. Cependant, nous sommes sortis de la pandémie avec de nombreux problèmes, dont beaucoup se sont accumulés avant 2019.

Nous manquons de médicaments, de nourriture et de carburant. Nous sommes confrontés à des coupures de courant prolongées qui nuisent à la population et ont un impact direct sur la vie des gens, en particulier des jeunes. Je crois que notre processus éducatif a fait comprendre aux jeunes l'importance de la situation que nous traversons. Pourtant, en tant que génération, nous sommes confrontés à un énorme défi : faire en sorte que cette distanciation momentanée de la jeunesse cubaine – des jeunes nés pendant la Période Spéciale et qui ont vécu toutes ces années dans une situation économique et sociale vraiment difficile – ne conduise pas à une rupture idéologique avec la Révolution et avec le pays lui-même.

Il est vrai qu'il y a une migration plus importante qu'à d'autres moments. Mais cela s'est produit périodiquement dans l'histoire entre Cuba et les États-Unis. Les événements migratoires les plus intenses ont toujours été associés à des périodes au cours desquelles les États-Unis ont appliqué des politiques agressives qui ont aggravé la situation économique cubaine. Au moyen de la Loi d'ajustement cubain [de 1966] et d'autres mesures, les États-Unis ont favorisé l'immigration illégale, dangereuse et désordonnée des Cubains, sans pour autant étendre ces politiques aux émigrants d'autres pays.

J'ai beaucoup appris lorsque nous avons surmonté la pandémie ; J'en suis venu à comprendre la façon dont les Cubains résistent comme une forme de résistance créative. Résister de manière créative signifie non seulement résister en restant sur place, mais aussi avancer en créant et en tirant parti du talent et de la force de notre peuple pour surmonter l'adversité. Les vaccins en sont un exemple. Seuls cinq [autres] pays dans le monde ont pu développer des vaccins, et tous sont des pays développés. Cuba est le seul pays en développement qui a réussi à le faire, avec des indicateurs impressionnants de 0,76 de mortalité. Cuba a administré plus de doses de vaccins par habitant pendant la pandémie que tout autre pays.

Nous sommes l'un des 20 pays dont plus de quatre-vingt-dix pour cent de la population est entièrement vaccinée contre le Covid. Et nous étions simplement le deuxième pays au monde à administrer des vaccins aux populations pédiatriques de deux ans et plus. Ces formes de résistance créatrice sont désormais transposées dans d'autres domaines de l'économie et de la vie sociale, pour surmonter le blocus grâce à nos efforts, nos talents et notre travail.

Nous impliquons de plus en plus nos jeunes dans cet effort et leur offrons un plus grand espace de participation sociale. Ainsi, les jeunes peuvent constater qu'il est possible d'avoir des objectifs de vie qui coïncident avec le projet social défendu par la Révolution. Bien sûr, il y a ceux qui émigrent, mais la majorité des jeunes sont à Cuba, travaillant dans les domaines que j'ai mentionnés et dans d'autres. Ce sont eux qui dirigent notre développement scientifique. Les jeunes sont impliqués dans les principales activités productives et économiques du pays. Ce sont eux qui pilotent la transformation numérique de la société, les porte-drapeaux de la communication sociale, politique et institutionnelle. Ce sont eux qui nous convainquent de la nécessité d'œuvrer pour la continuité de la Révolution.

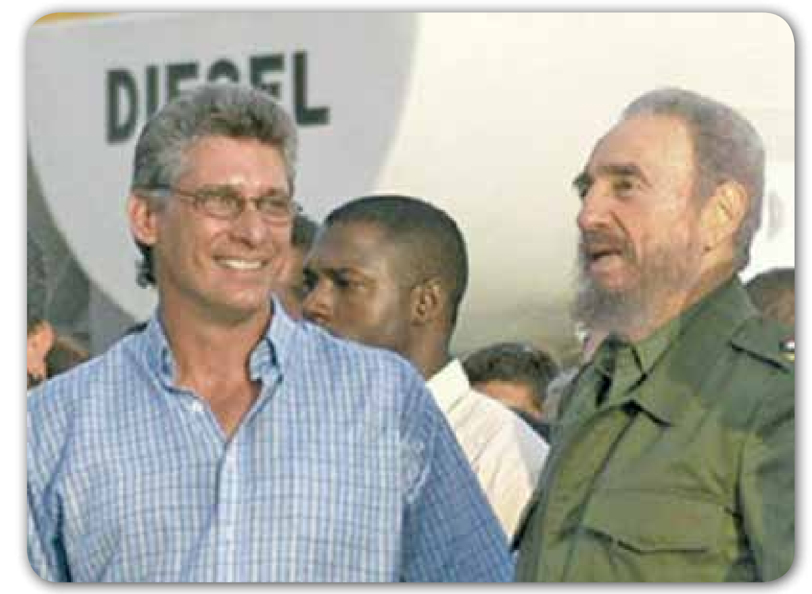
DDG : Je voudrais revenir sur deux choses que vous avez dites, Monsieur le Président. L'une d'entre elles est la nature cyclique de ce que vous appelez l'émigration de Cuba et la façon dont elle répond, à votre avis, à des sanctions plus sévères. Si je comprends votre argument, les États-Unis imposent des sanctions plus sévères, ce qui renvoie davantage de personnes hors du pays. Pensez-vous que c'est quelque chose pour lequel l'administration Biden peut faire quelque chose ?

MDC : Nous ne nous attendons pas à beaucoup de changements avec l'administration Biden. Nous entretenons toujours des relations diplomatiques avec les États-Unis ; il y a une ambassade américaine à Cuba et une ambassade cubaine aux États-Unis. Les relations ont été rétablies sous le mandat d'Obama, ce qui était une politique complètement différente de celle mise en œuvre par Trump et maintenue par Biden. Je le souligne parce que, même si c'est un président républicain qui a appliqué une politique de pression maximale sur Cuba, c'est un président démocrate qui maintient cette politique.

Par des canaux directs et indirects, nous avons fait savoir à l'administration Biden que nous étions prêts à nous asseoir pour discuter de nos problèmes, notamment de l'immigration aux États-Unis. Mais cela doit être fait dans une position d'égalité, de respect et sans aucune condition. Nous n'avons reçu aucune réponse des États-Unis. Par conséquent, nous ne pensons pas que cette administration ait l'intention de travailler avec nous.

Cependant, nous aspirons à maintenir des relations civilisées entre les deux pays, quelles que soient nos différences idéologiques. En attendant, nous continuerons à travailler pour surmonter cette situation par nous-mêmes. Nous travaillons pour garantir que les jeunes ne soient pas victimes de tromperie, de manipulation ou de fausses déclarations sur les types d'opportunités qui s'offrent à eux. Les jeunes se retrouvent entraînés dans un flux migratoire complètement désordonné et illégal – tombant dans le piège du trafic d'êtres humains – lorsqu'ils quittent Cuba légalement, pour ensuite devenir illégaux en transit vers les États-Unis.

On parle beaucoup de la migration cubaine, en particulier des jeunes migrants cubains, mais le fait est que la migration touche tous les pays et que ceux qui émigrent sont généralement des jeunes, valides et pleins de rêves.



De gauche à droite : le président cubain Miguel Díaz-Canel, l'éditrice de The Nation, Katrina Vanden Heuvel, et son rédacteur en chef, D.D. Guttenplan au cours d'une interview exclusive à New York

KvH : Vous voyez des petites boutiques, des hôtels privés et des restaurants à Cuba. Jusqu'où pensez-vous pouvoir aller dans ce processus dans le cadre du socialisme ?

MDC : Nous aspirons à être une économie socialiste garantissant la plus grande justice sociale possible. Nous devons construire, renforcer et développer cette économie socialiste sans oublier les conditions du monde dans lequel nous vivons, plein d'incertitudes et de complexités, un monde où le fossé entre riches et pauvres se creuse et où les pays du Sud présentent de nombreux inconvénients.

Pourtant, nous n'abandonnerons jamais notre idéal du socialisme. Mais comment y parvenir dans les conditions actuelles, notamment avec le blocus et les problèmes internes à Cuba ? Nous défendons l'économie social-

L DÍAZ-CANEL S'ASSOIT AVEC
RE THE NATION



Miguel Diaz-Canel et Raul Castro

iste comme moyen de parvenir à une plus grande justice sociale, tout en défendant également une plus grande efficacité, une plus grande autonomie et une meilleure performance de l'entreprise d'État socialiste, c'est-à-dire l'entreprise publique au sein de notre modèle socio-économique.

Nous avons également ouvert un secteur privé et non étatique de l'économie en complément du secteur public. D'une part, il existe un système entrepreneurial unique, dans lequel il n'y a qu'un seul acteur – l'entreprise d'État – qui détient aujourd'hui et gère les principaux moyens de production ; et il existe un deuxième acteur non étatique qui contribue également au développement du pays, le PIB national, et absorbe une partie de la main-d'œuvre.

Nous avons assisté dernièrement à une évolution très intéressante : ces entreprises non étatiques commencent à s'associer au secteur public. Par exemple, dans des conditions de blocus, nos entreprises d'État ne peuvent pas utiliser au maximum leur capacité de production. Cependant, le secteur non étatique, qui a plus de possibilités d'importer malgré le blocus, s'associe à cette entité étatique et, ensemble, ils développent des activités productives et des services qui profitent en fin de compte à la population.

Nous aspirons à donner au peuple cubain la prospérité qu'il mérite pour tout l'héroïsme dont il a fait preuve en résistant au blocus pendant toutes ces années. Comment allons-nous faire cela ? Avec un concept de construction socialiste qui inclut un secteur étatique et un secteur privé. C'est un défi, mais nous allons le relever.

KvH : J'ai eu la chance de voir l'ancien ministre des Affaires étrangères Alarcón une semaine avant son décès, et ce qui l'a le plus fasciné, ce sont les changements dans la région. L'autre jour, Lula était à Cuba pour un grand rassemblement. La région semble évoluer dans une direction plus rose et moins à droite. Cela donne-t-il à Cuba plus d'espace pour opérer des changements ou peut-être même recréer le mouvement des non-alignés pour une nouvelle ère ?

MDC : Nous défendons le principe de l'intégration latino-américaine et caribéenne. Nous défendons également le principe selon lequel l'Amérique latine et les Caraïbes doivent constituer une zone de paix. Nous entretenons des relations avec tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Nous coopérons et collaborons avec plusieurs pays qui ont demandé nos services professionnels ou techniques, parmi lesquels nos brigades médicales et d'autres spécialistes dans des secteurs comme l'ingénierie. Nous essayons de travailler au développement des relations commerciales. De plus, lorsque nous participons à des missions de coopération, nous en apprenons davantage sur ces pays, ce qui contribue à notre propre développement.

L'Amérique latine est un endroit très favorable aux mouvements progressistes malgré un courant d'extrême droite qui tente de saper ces processus. Nous entretenons des relations solides avec le Venezuela, le Nicaragua, la Bolivie, le Brésil et l'Argentine, et ces relations sont en train de se renforcer. Le Brésil est presque un continent d'Amérique latine et l'une des économies les plus importantes. Nous avons eu de nombreux échanges commerciaux et bilatéraux sous les gouvernements de Lula, puis de Dilma. Lorsque ces gouvernements progressistes prennent le pouvoir, ils ouvrent également de nouvelles possibilités à notre pays.

Cuba a parrainé le processus de paix en Colombie, qui a aidé et contribué à la paix sur tout le continent. L'Accord final sur ce processus de paix a été signé à La Havane il y a quelques années. Cuba a développé une politique étrangère cohérente basée sur la coopération et la collaboration avec d'autres pays, sur le partage de ce que nous avons de manière très altruiste. Lorsque le Covid a frappé, nous avons partagé nos vaccins avec les pays des Caraïbes et d'Amérique latine qui en faisaient la demande.

DDG : Monsieur le Président, vous avez parlé des Cubains à l'étranger. Bien entendu, nous connaissons tous la longue et remarquable histoire des médecins cubains fournissant des services de santé dans le monde entier. Mais certains d'entre nous aux États-Unis ont été surpris par les récents titres faisant état du recrutement de Cubains en Ukraine pour combattre. Je me demande si vous pourriez expliquer la réponse de votre gouvernement à la situation.

MDC : Tout d'abord, notre position concernant la guerre en Ukraine est que nous sommes un pays de paix. Nous respectons le droit international et la Charte des Nations Unies. Nous n'aimons pas les guerres. Nous ne célébrons pas les guerres et nous ne soutenons pas les guerres. Cela nous fait mal lorsque des vies humaines sont perdues d'un côté ou de l'autre, et nous pensons que le dialogue et les solutions diplomatiques doivent être recherchés pour mettre fin à cette guerre.

Nous ne participons pas à la guerre en Ukraine, mais nous avons découvert grâce à nos enquêtes qu'un réseau illégal engageait des Cubains vivant en Russie et certains vivant à Cuba pour combattre aux côtés de la Russie. Notre Code pénal interdit les mercenaires, et nous considérons cela comme un cas de mercenariat ainsi que de traite des êtres humains. Par conséquent, lorsque nous avons rassemblé toutes les preuves de cette enquête, nous avons informé les parties impliquées et rendu public ce qui s'était passé. Grâce à nos relations étroites avec la Russie, les deux parties ont pu œuvrer pour éliminer le trafic illégal de personnes qui les transforme en mercenaires. Je peux certifier que Cuba ne fait pas partie de la guerre et que si nous découvrons à nouveau un réseau de trafic illégal comme celui que nous avons vu, nous le signalerons et agirons pour l'arrêter.

KvH : Dans un souci de clarté sur la position de Cuba sur la guerre en Ukraine, avez-vous essayé de jouer un rôle dans une éventuelle offre de cessez-le-feu ? Quelle est la position du gouvernement cubain sur la guerre en Ukraine ?

MDC : Nous insistons sur l'utilisation de tous les mécanismes et espaces internationaux de dialogue – il doit y avoir une solution par le dialogue et les relations diplomatiques. Le problème est que certains tentent de déformer la réalité et d'imposer un cadre déformé. Pour nous, le gouvernement américain a motivé la guerre en n'écoutant pas les griefs et les avertissements de la Russie concernant le danger que représente l'extension des frontières de l'OTAN vers la Russie. Les États-Unis, à mon avis, ont manipulé la situation. Le conflit implique également de nombreux pays européens, au point qu'il ne s'agit pas d'une guerre entre l'Ukraine et la Russie mais d'un conflit OTAN-Russie.

Qui paie cette guerre ? Cela vient des budgets des pays impliqués dans la guerre, donc ce sont les habitants de ces pays qui paient. Mais cela nuit également à ceux qui ne sont pas impliqués mais qui voient néanmoins les conséquences de cette guerre. Les problèmes liés aux exportations de céréales et aux marchés alimentaires ont montré l'impact que cela a sur le monde. Nous nous opposons également à la guerre, sur la base de nos convictions humanistes selon lesquelles des vies humaines sont sacrifiées dans le conflit.

Mais nous pensons que les États-Unis ont une énorme responsabilité dans ce conflit. Ils ont réussi à déformer la véritable essence de la guerre et ont ensuite essayé de donner l'impression que c'était eux qui étaient dans la bonne position. Je crois que la bonne réponse pour mettre fin à la guerre passe par des moyens diplomatiques. Il doit y avoir des garanties objectives de sécurité pour toutes les parties. Je crois qu'avec intelligence et sensibilité, nous pourrions tous soutenir la recherche d'une solution plutôt que d'attiser la guerre et d'alimenter les flammes du conflit.

DDG : Vous parliez plus tôt de construction socialiste. Je voudrais vous pousser un peu sur la question de savoir quel équilibre vous envisagez à l'avenir entre le secteur privé et l'État. Pendant la période spéciale, les subventions de l'Union soviétique ont été pratiquement supprimées, ce qui a été très difficile pour le peuple cubain, notamment à cause du blocus. Cependant, le problème de la construction socialiste n'a pas été résolu à Cuba, ni en Chine, où il a fallu développer le secteur privé pour élever le niveau de la vie quotidienne. Quel équilibre souhaitez-vous atteindre à l'avenir entre le secteur privé et l'État ?

MDC : Le fait qu'il existe un secteur privé dans une économie socialiste ne nie pas le socialisme. Même les classiques marxistes – ou la propre pratique de Lénine au sein de la révolution soviétique – concevaient qu'il y avait des périodes de transition où un secteur privé serait présent au sein de la construction socialiste. Reconnaître le secteur privé ne signifie en aucun cas renoncer au socialisme. Pourquoi? Parce que la plus grande quantité et le plus gros volume des moyens de production fondamentaux sont encore entre les mains de l'État.

Ces moyens de production peuvent être gérés sous une combinaison de formes étatiques et non étatiques. Par exemple, à Cuba, plus de 80 pour cent des terres appartiennent à l'État. Cependant, environ 80 pour cent de nos terres sont gérées depuis des années par des coopératives agricoles privées. Cela ne signifie pas que nous avons arrêté de construire le socialisme.

En ce qui concerne l'économie, nous sommes insatisfaits de certains aspects de la performance économique actuelle. Mais quelle a été la réalité de l'économie cubaine ? Une économie de guerre qui a dû faire face au blocus du pays le plus puissant du monde. Nous devons voir ce que nous aurions réalisé sans le blocus. Bien entendu, nous essayons également de trouver des moyens de nous améliorer. Lorsque je dis que je suis insatisfait des performances de l'économie cubaine, je fais référence au fait que nous ne pouvons toujours pas produire les biens et les services qui assureraient à notre peuple une pleine prospérité. Mais c'est cette même économie de guerre qui a garanti des soins de santé et une éducation gratuits et de haute qualité, subventionnés par l'État, ainsi qu'un accès gratuit à la culture et au sport. Les professionnels cubains, même ceux qui émigrent, sont compétitifs sur les marchés du travail des pays capitalistes.

Cuba dispose d'un incroyable système de protection sociale qui ne laisse personne de côté ou sans protection. On pourrait se demander : si les gens le reçoivent gratuitement, cela ne coûte-t-il pas de l'argent à l'État ? Et qui prend en charge ces dépenses de l'État ? Ces dépenses sont couvertes par une économie qui, d'une part, a été durement touchée par le blocus, mais, d'autre part, a réalisé des progrès sociaux majeurs que les pays capitalistes et plus développés n'ont jamais réalisés. Malgré le renforcement du blocus, les indicateurs de santé et d'éducation de Cuba peuvent être comparés à ceux de n'importe quel pays développé du monde.

Où allons-nous ensuite ? Nous devons être moins dépendants des circonstances internationales. C'est pourquoi nous misons sur la résistance créatrice du peuple cubain, en utilisant nos propres efforts et nos talents. Nous travaillons sur un modèle de développement économique et social qui comprendra un plan de stabilisation macroéconomique pour faire face à l'inflation, aux distorsions du marché des changes et des prix.

Nous misons sur la science et l'innovation comme piliers de l'administration gouvernementale. Regardez ce que nous avons fait pendant la pandémie. Nous avons décidé que pour affirmer notre souveraineté, nous avions besoin des vaccins cubains, c'est pourquoi nous avons conçu un système de gouvernance basé sur la science et l'innovation. Cette idée a été testée pendant la crise du Covid-19 et nous l'avons désormais étendue à d'autres domaines de l'économie.

L'un de ces domaines est la souveraineté alimentaire. Nous nous concentrons sur la science et l'innovation pour stimuler la production alimentaire afin que Cuba n'ait pas à importer ou à dépendre de sources extérieures pour se nourrir. Nous modifions également la matrice énergétique du pays afin qu'il y ait moins de dépendance aux combustibles fossiles et une plus grande utilisation des sources d'énergie renouvelables. Nous aspirons à ce que plus de 24 pour cent de l'énergie soit produite par des sources renouvelables d'ici 2030.

Dans un contexte difficile, nous développons des programmes sociaux visant à aider les populations et les familles à sortir de situations de vulnérabilité. Nous nous lançons également dans un processus de transformation numérique. Toutes ces actions combinées offriront un présent et un avenir beaucoup plus stables.

KvH : Concernant la transformation numérique, où se situe Cuba selon vous en termes d'accès à Internet ? D'après ce que j'avais compris, un accord avec des entreprises américaines et européennes a échoué, stoppant le mouvement vers la transformation numérique. Comment les gens obtiennent-ils leurs médias ? Recevez-vous un briefing tous les matins ? Je suis curieux de savoir quels médias vous regardez.

MDC : Je suis très actif sur Twitter. Je pense que j'ai plus de followers que n'importe qui d'autre à Cuba, même si je n'en suis pas sûr.

KvH : Combien de followers ?

MDC : On me dit que j'ai environ 760 000 abonnés sur Twitter. Nous avons lancé un projet de numérisation de la société, axé sur deux domaines fondamentaux. La première consiste à développer des plateformes numériques comme le commerce électronique et l'e-gouvernement afin qu'il y ait une plus grande interconnexion entre la population, les institutions gouvernementales et les services, avec une plus grande participation démocratique de la population. Nous travaillons également sur le cadre juridique autour du commerce électronique. Le blocus a un impact sur ce point, car pour évoluer vers une société numérique, il faut des ressources financières et technologiques. Nous devons donc créer les bases de notre infrastructure numérique de manière indépendante.

Avec l'aide de la Chine, nous avons pu avancer vers la numérisation de la télévision. En ce qui concerne Internet, les dernières années ont été marquées par des progrès importants. Déjà, plus de 7 millions de Cubains ont accès à Internet via leur téléphone portable. À Cuba, et surtout parmi les jeunes, il est très courant de voir tout le monde connecté et travailler activement sur les réseaux sociaux, même si, à cause du blocus, certains sites et plateformes nous sont refusés.

Il arrive parfois que l'on essaie de mettre à jour une application ou d'accéder à un site, ou qu'un scientifique veuille visiter une base de données de recherche, et qu'il reçoive un message disant : « Votre pays n'a pas accès à ce site ». Mais nous faisons des progrès. Nous avons des programmes d'informatique dans toutes les universités du pays. Nous avons également développé une boutique d'applications cubaines appelée Apklis, et nous développons également nos propres systèmes d'applications cubaines. Nous disposons d'un système d'exploitation développé par l'Universidad de las Ciencias Informáticas [Université d'informatique], qui est utilisé dans les ordinateurs portables, les tablettes et les téléphones portables que nous développons dans le cadre d'un projet commun avec la Chine.

Des équipes de jeunes Cubains ont participé à des événements internationaux de programmation informatique et ont obtenu des résultats remarquables. Nous devons continuer sur cette voie de l'informatisation pour la raison suivante : à Cuba, il y a une population économiquement active plus petite, et ce groupe doit subvenir aux besoins d'une population économiquement inactive plus importante parce que notre population vieillit en même temps que l'espérance de vie a augmenté grâce à nos programmes sociaux.

Autrement dit, même si nous sommes un pays sous-développé, nous avons une dynamique démographique typique des pays développés ; Avec moins de personnes directement actives dans la production et les services, nous devons obtenir des résultats

suite à la page(16)

Bolivie: Le MAS et les plans de l'empire



Le Mouvement vers le socialisme (MAS)

Par Camilo Katari

« L'O.E.A., est en crise presque depuis ses débuts. Aucune réforme réelle et sérieuse n'a été faite, et sa Charte ne sera pas en vigueur si les conditions préalables politico-économiques-sociales des relations Amérique latine-États-Unis ne sont pas transformées en premier lieu. Malheureusement, ce n'est pas prévisible pour un avenir très proche. Ce texte dont l'auteur est Alberto Ciria 00 se trouve dans la revue Aportes No. 8 date de 1968.

La note de référence vue en perspective est aujourd'hui pleinement en vigueur car l'OEA est devenue l'administratrice de cette relation de pouvoir entre l'Amérique latine et les États-Unis. Alors, confirmer cette affirmation nous intéresse.

Chacun sait que les États-Unis ont été menacés dans leur qualité d'empire lorsque le monde réclame une multipolarité dans toutes les relations ; cette demande, liée à l'avancée de la Chine et de la Fédération de Russie sur des continents comme l'Afrique et l'Asie et une partie de l'Europe, est ce qui a finalement forcé les États-Unis à organiser la guerre de l'Ukraine et à tourner les yeux vers leur « arrière-cour ».

Or, la perte de territoires avec hégémonie nord-américaine a rétabli le vieil axiome de « l'Amérique aux Américains » et l'Amérique latine est le centre, encore une fois, de l'intérêt des États-Unis, mais dans cette région beaucoup de choses se sont passées, la première étant le rôle croissant des peuples autochtones sur le terrain politique et une analyse d'un autre point de vue théorique de la relation centre-périphérie.

Cette relation rétablit l'histoire comme source principale de la formation économico-sociale de ce que nous connaissons aujourd'hui comme l'Amérique latine. Une première étape de cette reconnaissance est le nom du continent : Abya Yala, qui s'impose peu à peu en brisant le schéma symbolique de « l'Amérique aux Américains » . Cette véritable bataille culturelle se mène sur tous les terrains et sur un en particulier : le terrain politique.

Innocents qui sont sûrs que la querelle à l'intérieur du MAS en Bolivie est une bagarre d'autorité… C'est peut-être la façon dont elle se présente mais la vérité est qu'elle répond à une stratégie de pouvoir hégémonique travaillée sur les bureaux du Département d'État dans le nord et appliquée par les mécanismes juridiques et serviables (comme l'OEA et son rôle dans le coup d'État de 2019) et des agents internes, qui dans le casse la Bolivie, sont liés à l'oligarchie régionale agro-industrielle de l'est du pays.

Ainsi, la lutte interne en Bolivie, qui a déjà atteint les mêmes cellules organisationnelles qui ont construit le pouvoir constituant depuis 2000, est la réussite la plus importante des politiques impériales des États-Unis.

Ce n'est pas pour rien que d'immenses études anthropologiques, sociologiques, psychologiques et économiques ont été accumulées sur les peuples indigènes et la société bolivienne, pour les attaquer dans leurs points faibles, comme c'est le cas de l'arribisme de la classe moyenne bolivienne, du factionnalisme andin, de l'imaginaire patronal des peuples indigènes des basses terres, etc. etc… Avec cette connaissance et leurs mécanismes, les États-Unis ont mis en œuvre une stratégie pour détruire non pas Evo Morales, non pas le MAS-IPSP, mais la force et le sujet historique (peuples originaires), qui a non seulement remplacé le prolétariat minier mais a tracé un horizon clair et définitif : un État plurinational et une société inter-culturelle en imprimant un tournant aux contenus révolutionnaires du siècle dernier.

Aujourd'hui, les demandes des États plurinationaux parcourent toute l'Abya Yala, cette proposition est un point de non-retour. Mais pour en revenir au cas de la Bolivie, il tombe dans la tricheuse guerre ch'ampa, intestine, qui n'a rien à voir avec la défense de l'État Plurinational mais au contraire avec son démantèlement total.

Comme nous l'avons souligné précédemment, ils ne viennent pas pour Evo Morales ou pour le MAS-IPSP. Comme le disent nos frères argentins: « ils viennent pour tout » et ce tout est la destruction des organisations communautaires ancestrales des peuples originaires, en mettant en œuvre la vieille politique coloniale de Pizarro et d'Almagro. Le vrai danger est celui-ci : mettre fin à ce bastion de résistance de plus de 500 ans. De plus, nous sommes chaque jour en train de collaborer, certains à partir de leur position coloniale raciste, d'autres à partir de leur logique partisane libérale, en pensant que la politique est un champ interne délimité, car non, dans cette lutte intestine, l'enjeu n'est rien moins que l'avenir des peuples originels du continent en tant que sujets historiques du pouvoir et le retour du pouvoir hégémonique impérial avec tous ses maux.

Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 5 Novembre 2023

Ce que signifie réellement le "nouvel ordre mondial" de Joe Biden

Par Rachel Marsden

Toute nouvelle "unité" proposée par une créature de l'ancien ordre mondial telle que l'actuel président des États-Unis n'aura qu'un seul but : servir Washington.

Nous avons tous cet ami qui ne peut pas s'arrêter de tout organiser, que ce soit des rencontres, des dîners ou des itinéraires de vacances programmés à la minute près. Ils ne peuvent tout simplement pas se détendre et prendre les choses avec calme. Le monde doit tourner autour d'eux, à leur rythme et selon leurs conditions.

Les États-Unis ont joué ce rôle pour le monde entier au cours des dernières décennies. Tout le monde en a assez. Mais aujourd'hui, ils ont une nouvelle invitation, celle d'un nouvel ordre mondial. *« Je pense que nous avons l'occasion de faire des choses, si nous sommes assez audacieux et si nous avons suffisamment confiance en nous-mêmes, pour unir le monde comme il ne l'a jamais été »*, a déclaré le président américain Joe Biden lors d'une collecte de fonds ce mois-ci.

L'audace et la confiance de Washington ont conduit à des bombardements unilatéraux de changement de régime, à l'armement de mandataires djihadistes en Afghanistan contre les Soviétiques et en Syrie contre le président Bachar Assad, ainsi qu'aux néonazis d'Azov en Ukraine. Rien de tout cela n'a amélioré le monde, mais l'a rendu plus chaotique. Et ce n'est pas comme si tous ces endroits s'en sortaient mieux. *« Nous avons connu une période d'après-guerre de 50 ans qui a plutôt bien fonctionné, mais elle s'est essoufflée. Nous avons besoin d'un nouvel ordre mondial »*, a déclaré M. Biden. « *Pour qui cela a-t-il bien fonctionné ?* » Certainement pas pour l'Amérique latine, soumise à l'intervention constante de Washington dans ses propres intérêts. Il en va de même pour le Moyen-Orient pendant toutes ces décennies où il a servi principalement de station-service à l'Amérique. Ou même pour l'Union européenne, dont une grande partie est passée d'un ensemble d'alliés à l'esprit indépendant à un vassal monolithique des intérêts américains au détriment des siens. On pourrait même dire la même chose de mon pays natal, le Canada, dont les intérêts économiques ont été entravés par M. Biden lui-même lorsqu'il a annulé unilatéralement un projet d'oléoduc crucial de 9 milliards de dollars (Keystone XL) au moment de son élection. Cela aurait dû être la toute dernière fois que le Canada a misé ses intérêts économiques sur la bonne foi américaine. Mais ce ne sera pas le cas.

L'UE a vu son propre pipeline de gaz russe (Nord Stream) exploser quelques mois seulement après que M. Biden a déclaré, devant le chancelier allemand Olaf Scholz, qu'il trouverait un moyen d'y "mettre fin" si le conflit ukrainien éclatait. Après les promesses de Biden d'aider ses partenaires européens à se passer de la coopération russe en échange de leur soutien à la stratégie de Washington en Ukraine, les dirigeants européens se rendent compte que leur confiance aveugle va leur coûter cher. Non seulement ils souffrent désormais d'une dépendance excessive à l'égard des carburants américains, qui contribue à alimenter l'inflation, mais ils sont également confrontés à la loi de M. Biden sur la réduction de l'inflation, qui désavantage encore davantage les exportations industrielles européennes, déjà pénalisées par les coûts énergétiques élevés, au profit des fabricants américains. Et même une visite de plaidoyer du président français Emmanuel Macron à la Maison-Blanche et au Congrès n'a pas réussi à faire bouger les choses.

Quant au Royaume-Uni, qui aime se vanter de sa "relation spéciale" avec Washington, où est passé l'accord commercial post-Brexit avec les États-Unis qui était censé compenser l'impact de la séparation d'avec l'UE ?

Pourtant, M. Biden se demande pourquoi il semble y avoir une perte d'intérêt à jouer le jeu avec les États-Unis selon leurs propres termes dans le cadre de l'ancien ordre mondial qu'ils dominaient. Quel mystère ! Si c'est ainsi que Washington traite ses alliés les plus proches, faut-il s'étonner que le reste du monde ne soit pas vraiment enthousiaste à l'égard de tout ce que les États-Unis pourraient vouloir arranger pour tout le monde ?

« Je pense que nous avons une réelle opportunité d'unir le monde comme il ne l'a pas été depuis longtemps. Et d'améliorer les perspectives de paix », a déclaré M. Biden. Soyons réalistes. Tout nouvel ordre mondial proposé par l'establishment Biden n'aurait qu'un seul but, comme il l'a toujours fait : servir les intérêts économiques des États-Unis. Il en va de même pour toute unité.

M. Biden a expliqué, à titre d'exemple, qu'il avait réussi à unir le Japon et la Corée du Sud alors qu'ils "ne se parlaient pas". "Je suis allé les voir tous les deux", a déclaré M. Biden. "Ils se sont mis d'accord. Et devinez ce qu'ils font ? Ne nous laissez pas dans l'expectative ! Signent-ils une multitude d'accords commerciaux bilatéraux en dépit de leurs griefs historiques ? Ils organisent des pyjamas party ? Non. L'été dernier, ils se sont tous deux engagés à contribuer à la lutte de Washington contre la Chine et à participer aux exercices militaires menés par les États-Unis dans l'arrière-cour de Pékin. "Ils soutiennent tous deux la lutte contre l'oppression russe en Ukraine", a ajouté M. Biden. "Ils comprennent que s'ils restent silencieux, ils risquent d'être les prochains. Par "rester silencieux", il entend apparemment ignorer Washington à leurs risques et périls. Par "être le prochain", il entend vraisemblablement une attaque de la Chine et non de la Russie. Mais on ne sait jamais. Il semble que le sujet de discussion utilisé ces jours-ci pour stimuler l'activité militaro-industrielle de Washington soit que la Russie va envahir n'importe qui et n'importe comment.

S'il s'agit de choisir entre rester à l'écart de tout ce drame et se joindre aux tentatives de Washington pour contrarier la Chine dans son propre jardin, ces pays asiatiques ont manifestement décidé que refuser les demandes américaines n'en valait tout simplement pas la peine. C'est un peu comme l'odieux ami dont vous savez qu'il vous rendra la vie misérable si vous renoncez à son offre de sortie au profit d'une soirée tranquille à la maison. Alors, vous choisissez l'option la moins mauvaise, en vous résignant à lui faire plaisir.

Ce nouvel ordre mondial que Biden colporte ressemble au genre de fête dont l'hôte s'accrocherait constamment à son verre de vin pour faire des discours sur lui-même et sur "ma démocratie" alors que tout le monde ne demande qu'à se mélanger, puis exigerait que tout le monde participe à des jeux ennuyeux que personne d'autre ne trouverait agréables ou bénéfiques. Mais il semble que M. Biden s'inquiète déjà du fait que, cette fois-ci, de nombreuses invitations pourraient rester sans réponse, même au risque de voir sa maison incendiée à la suite de ce refus.

*Rachel Marsden est une chroniqueuse canadienne, stratège politique et animatrice de talk-shows indépendants en français et en anglais. Professeur à l'École supérieure de l'Institut d'études politiques de Paris, elle a écrit pour le Wall Street Journal, Human Events, Spectator Magazine, The Hudson Institute et d'autres publications commerciales et de réflexion.

RT 24 Octobre 2023
Traduction Bernard Tornare
31 Octobre 2023

Captions photo right
© ANDREW CABALLERO-REYNOLDS / AFP

La colonisation sioniste et la question nationale palestinienne



Diagne Fodé Roland

Le nouvel éveil militaire de la résistance palestinienne que beaucoup croyaient éteinte remet au centre de la géopolitique mondiale la question nationale palestinienne. Toute la résistance palestinienne confondue vient de porter au sein de l'entité colonialiste israélienne la lutte de libération nationale anti-sioniste. La résistance palestinienne intègre toutes les forces politico-militaires parties prenantes du peuple palestinien dont nos camarades du FPLP.

Les opérations militaires de ce 7 octobre 23 de l'ensemble des composantes de la résistance palestinienne en Israël mettent fin à la soi-disant « invincibilité » militaire et à la prétendue « sécurité garantie » de l'État colonisateur israélien. C'est la violence barbare de l'oppresseur qui détermine la riposte violente de sa victime comme le disait fort justement Nelson Mandela. Voilà ce à quoi le monde entier vient d'assister par cette contre-attaque militaire qui sème un désarroi dans les rangs du pouvoir sioniste colonial et ses soutiens impérialistes US et UE.

La prétendue invincibilité sioniste se confronte ainsi à l'extraordinaire volonté du peuple palestinien qui renoue avec la marche vers la fin de l'apartheid que la résistance du peuple sud africain appuyée par la défaite de Cuito Cuanavale infligée en Angola par l'armée populaire du MPLA et la solidarité armée de Cuba socialiste avait ouverte en 1988.

Mettre sous le tapis la cause et la résistance palestinienne

De Camp David à Oslo puis les dites « normalisations » des relations entre les royaumes Arabes avec le colonialisme sioniste sous l'égide de l'impérialisme hégémonique US/UE allié des sionistes, l'objectif était d'effacer, voire d'enterrer dans l'oubli du silence la question nationale palestinienne.

Israël sûr de son impunité poursuivait pendant ce temps la colonisation violente, le terrorisme colonial, les massacres quotidiens, les crimes contre l'humanité palestinienne.

Les multiples résolutions de l'ONU exigeant les droits du peuple national palestinien ont été immergées dans l'omerta coupable de la trahison de la résistance palestinienne rendue ainsi, malgré ses soubresauts fréquents, temporairement inaudible.

L'humanité progressiste, les mouvements ouvriers communistes, les patriotes souverainistes, les indépendantistes anti-colonialistes, les panafricanistes, les panarabistes, les anti-impérialistes ont été désorientés et désarmés par la défaite de l'URSS et du camp socialiste d'Europe et la destruction successive des Etats souverainistes laïcs de l'Afghanistan, à l'Irak, la Libye, la Yougoslavie.

Mais la remise en cause de l'hégémonisme prédateur impérialiste et sioniste par l'unité d'action défensive stratégique, politico-économique en cours des pays rescapés du camp socialiste (Chine, Vietnam, Corée du Nord, Cuba, Laos) et des pays capitalistes non encore impérialistes (Russie, Inde, Brésil) favorise les échecs françafricains, eurafricains et usafricains en Syrie et dans le Sahel de la Centrafrique, Mali, Burkina, Niger.

La question nationale palestinienne commence à revenir en force dans les prises de positions des Etats souverainistes opposés à l'unilatéralisme dominateur de l'Occident impérialiste, y compris à l'Assemblée Générale de l'ONU.

C'est toutes ces tentatives hypocrites d'enfouissement de la cause et de la résistance continue du peuple Palestinien qui volent en éclat devant l'action militaire de toutes les composantes du mouvement national anticolonialiste pour la libération de la Palestine à partir de Gaza martyre et héroïque. La contre-attaque militaire est révélatrice de l'unité dans l'action de l'ensemble de toutes les composantes du mouvement de libération nationale palestinienne.

La propagande sioniste et impérialiste prise en flagrant délit d'escamotage des droits du peuple palestinien à l'autodétermination tente en vain de réduire sa résistance au seul Hamas instrumentalisant en cela sa nature islamiste pour l'identifier à Daesh ou El Qaïda ou Al Nostra dont le social démocrate français, Laurent Fabius, disait qu'il « fait du bon boulot » contre l'État laïc syrien. La religion « opium du peuple » qui engendre Daesh, Al Nostra, Al Qaïda ne peut et ne doit être l'arbre qui cache la religion « soupir des peuples » en quête de leur indépendance nationale.

Et leur mot clef pour semer la confusion est « terrorisme » dont disait le dirigeant de la guerre de libération nationale algérien, Larbi Ben Mehdi, « donnez vous vos chars et vos avions, nous vous donnerons nos couffins » dans lesquels les indépendantistes femmes algériennes mettaient les bombes pour défaire la barbarie de la colonisation française. Les nazis occupants de la France disaient absolument les mêmes insanités contre la résistance antifasciste française dirigée par le Parti Communiste et la CGT en qualifiant de « terroristes » les Francs Tireurs Partisans (FTP) et FTPMOI (Main d'œuvre Immigrée) des Tiémoko Garang Kouyaté, Manouchian, Politzer, colonel Fabien, parachutés soviétiques, des Goumiers, Spahis, Tirailleurs, etc.

L'hystérie ensauvagée tyrannique des médias des milliardaires françafricains, eurafrricains, usafricains et sionistes est une manifestation de la déshumanisation inhérente au capitalisme impérialiste qui enfante inévitablement racisme, fascisme et guerres.

Le fanatisme colonialiste suprémaciste dont ces médias font preuve accompagne en réalité la stratégie qui consiste à substituer à « l'ennemi communiste » d'antan un nouvel « ennemi religieux, culturel, civilisationnel ». Les puissances hégémoniques du capitalisme impérialiste fabrique ainsi, après les avoir utilisé contre le communisme, « l'ennemi terroriste islamiste » qu'ils ont théorisé comme « choc et des guerres des religions, des cultures, des civilisations ». C'est une construction culturaliste qui essentialise la victime de leur exploitation (l'ouvrier, les classes laborieuses) et de leur oppression (les peuples dominés). Ce suprémacisme culturaliste affublé très souvent d'une appropriation arrogante fanfaronne de « l'universalisme » dénote la décadence du capitalisme à son stade suprême l'impérialisme.

Vers un génocide sioniste à Gaza

Les dirigeants sionistes déclarent durcir brutalement « le blocus total sur le gaz, l'électricité, la nourriture, l'eau » aux plus de 2 millions d'habitants dans cette prison à ciel ouvert dans un territoire de 350 km² tout en faisant des bombardements aériens et navals aveugles touchant les civils enfants, femmes, vieillards, les hôpitaux, les écoles, les mosquées, les maisons, etc. C'est cette punition collective criminelle que les impérialistes nomment « Israël a droit à sa défense » alors que, pour ne citer que cela, depuis janvier de cette année plus de 250 Palestiniens ont été assassinés sans oublier les bombardements réguliers de Gaza qui tuent par milliers, les multiplications des colonies en Cisjordanie, les profanations de la mosquée Al Aqsa, les milliers de prisonniers dans les geôles israéliennes, y compris les enfants et les expulsions des Palestiniens de Jérusalem, etc.

Cette barbarie coloniale sioniste a été signée publiquement par le chef d'état major de l'armée israélienne traitant les Palestiniens « d'animaux » pour justifier l'intolérable « blocus » pour affamer et assoiffer les populations de Gaza.

Le sionisme est une colonisation de peuplement

Trois exemples de colonisation de peuplement ont caractérisé le système colonial mondial :

- Le continent américain, notamment les USA où le génocide a permis le « grand remplacement » des populations autochtones amérindiennes par des populations européennes complétées par les esclaves noirs et les coolies asiatiques indiens et chinois, ce que la série intitulée « Exterminez les tous » du cinéaste Raoul Peck a bien illustré – l'Afrique du Sud et l'Algérie où des populations européennes ont été implantées pour occuper les zones dites « utiles », voire devenir ouvriers ou petits agriculteurs pendant que les populations autochtones ont été reléguées dans les zones dites « inutiles » ou dans des ghettos urbains comme main d'œuvre taillable et corvéable à merci – Israël où les sionistes épurent ethniquement et religieusement peu à peu dans l'objectif du « grand Israël ».

Dans les deux premiers exemples, aux USA et en Afrique du Sud, les luttes contre la ségrégation raciale sans éradiquer le racisme ont débouché sur le principe d'un humain = un bulletin de vote. En Algérie, c'est le colonialisme français qui a ré-importé les « pieds noirs » (Européens nés en Afrique, sic!) et les Harkis (Algériens collabos). En Palestine occupée, les sionistes ont fondé leur Etat religieux et ethnique tout en niant aux Palestiniens le droit d'avoir le leur conformément aux multiples résolutions de l'ONU.

Le sionisme définit sa colonisation de la Palestine comme celle du « peuple élu pour une terre sans peuple ». Voyez vous même ces citations des dirigeants sionistes de droite et de gauche tirées du journal français Médiapart : Discours de David Ben Gourion en 1938, cité dans Simha Flapan, «Zionism and the Palestinians», 1979 : «Un État Juif partiel n'est pas une fin, mais seulement un début. Je suis certain que nous ne pourrons pas être empêchés de coloniser d'autres parties du pays et de la région » avant d'ajouter «Entre nous, il doit être clair qu'il n'y a pas de place pour deux peuples dans ce pays... Il n'y a pas d'autre solution que de transférer les Arabes dans les pays voisins, de les transférer tous; pas un village, pas une tribu ne doit subsister »; Moshé Shertok [Sharett], ministre israélien des Affaires étrangères, dans une lettre à Goldmann, 15 juin 1948 :«Je ne connais pas cette chose appelée Principes Internationaux. Je jure que je brûlerai tout enfant palestinien qui sera né dans ce secteur. La femme palestinienne et son enfant est plus dangereuse que l'homme, parce que l'existence des enfants palestiniens implique que des générations continueront, mais l'homme cause un danger plus limité » ; Golda Meir, Premier Ministre israélien : «Comment pouvons-nous rendre les Territoires occupés? Il n'y a personne à qui les rendre »; Ariel Sharon, dans une interview avec le Général Ouze Merham en 1956 :«Je jure que si j'étais juste un civil israélien et que je rencontre un Palestinien, je le brûlerais et je le ferais souffrir avant de le tuer. J'ai tué 750 Palestiniens d'un seul coup (à Rafah en 1956). Je voulais encourager mes soldats à violer les filles arabes, car la femme palestinienne est une esclave pour les Juifs, et nous leur faisons de toute façon ce que nous voulons et personne ne nous dit ce que devons faire, mais nous disons aux autres ce qu'ils doivent faire » ; Abba Eban, ministre israélien des Affaires étrangères, devant l'Assemblée des Nations Unies le 4 juillet 1967 :«Nous devons tout faire pour nous assurer qu'ils [les Palestiniens] ne reviendront jamais dans leurs maisons. (...) Les vieux mourront et les jeunes oublieront ». Qui peut encore douter du caractère génocidaire du projet colonial sioniste ?

Le sionisme et l'État israélien sont des produits du colonialisme impérialiste

Vers la fin du 19ème siècle, le capitalisme naissant, après avoir renversé le mode de production féodal à l'intérieur des États devenus bourgeois, évolue vers son stade suprême l'impérialisme. Le charbon, principale énergie de base jusqu'à lors du développement des capitalismes nationaux est en passe, avec le moteur à explosion et l'automobile, de céder peu à peu la place au pétrole puis au gaz comme source principale d'énergie. Le capitalisme US montant à un sous sol qui en regorge pendant que les impérialistes européens par la colonisation s'en emparent d'abord dans le moyen-orient puis ailleurs.

Tel est le facteur économique dans un contexte d'antisémitisme européen qui est à la base de la naissance du projet sioniste peu à peu intégré dans la stratégie de mainmise coloniale puis néocoloniale sur le pétrole puis le gaz par les firmes monopolistes des puissances impérialistes anglo-franco-US. Impérialistes et sionistes vont progressivement converger vers des intérêts communs.

C'est ainsi qu'est jeté sur des baptismaux au congrès de Bâle en 1896 le mouvement sioniste se fixant le projet de création de « l'État juif » (titre d'un ouvrage de Théodore Herlz).

A partir du démembrement de l'empire ottoman suite à la première guerre impérialiste mondiale, le protectorat colonial anglais va peu à peu intégrer par la déclaration Balfour le « foyer national juif » dans son projet d'accaparement des puits de pétrole.

Le génocide des Juifs par les nazis sera instrumentalisé par les sionistes en utilisant des méthodes terroristes et l'argent pour lancer la colonisation de peuplement de la Palestine.

En 1947, le colonisateur britannique et le nouvel impérialisme hégémonique US vont imposer la « séparation » de la Palestine en « territoire juif et arabe » que les sionistes vont utiliser pour proclamer « l'État juif » aussitôt prolongé par une épuration ethnique anti-palestinienne répétée en 1966, puis en 1973 et cela jusque de nos jours.

Le sentiment de culpabilité européen a été manipulé par les sionistes ainsi intégrés dans le système colonial mondial pour justifier la création de cette colonie de peuplement juif. Cette « culpabilité » bourgeoise hypocrite aura une influence jusque dans le mouvement communiste qui se traduira par le vote de l'URSS pour la partition de la Palestine, étape pour les sionistes vers la proclamation de « l'État juif » ethniquement et religieusement « pur ».

Rappelons à ce propos qu'un des aspects de la propagande impérialiste et sioniste contre « la direction stalinienne » est d'avoir présenté la dénonciation stalinienne du « complot des

suite à la page(15)

Déclaration d'Haïti Liberté à la Conférence internationale pour la Reconstitution de la Quatrième Internationale, pour le Parti mondial de la révolution socialiste, Paris du 3 au 5 novembre 2023 !



Je vous salue, Camarades du CORQI, au nom du peuple haïtien

L'impérialisme est nu. Les Etats-Unis d'Amérique et ses complices de l'Otan sont en train de mener deux guerres impérialistes : l'une en Ukraine, et l'autre à Gaza, où ils aident Israël à massacrer le peuple palestinien.

D'autres peuples sont dans leur viseur et se sentent terriblement menacés. Le peuple haïtien n'est pas exempt. Depuis 1915, il faisait face à une domination humiliante afin que le pays demeure dans la voie tracée par Washington pour la mise en œuvre de leur projet de plan stratégique décennal pour Haïti. Par ce plan Haïti sera converti de statut de pays néo-colonisé à un pays virtuellement colonisé.

La République dominicaine partageant l'ile d'Hispaniola avec Haïti la domine fort économiquement avec les investissements des multinationales américaines. Voilà pourquoi, Haïti ne fonctionne pas en qualité d'état souverain mais de préférence pareille à une province de la République voisine. Le rapport commercial d'ailleurs, est à sens unique, puisque Haïti doit tout importer de la Dominicanie, pourtant, elle n'exporte rien vers sa voisine.

A ce stade, dans le cadre du Global Fragility Act (GFA), Haïti restera sous l'hégémonie américaine et cela profitera énormément à la Dominicanie, en tant qu'un pays émergeant économiquement doté d'une force militaire bien équipée et pourtant Haïti n'a même pas un corps de police approprié.

Ce projet macabre est de réduire Haïti à néant, c'est-à-dire en un Etat complètement failli, de façon à le convertir en un Etat de seconde zone qui sera tout bonnement dominé comme la Palestine, et la République dominicaine y jouera un rôle dominant à l'instar d'Israël sous la protection des Etats-Unis d'Amérique. Le peuple rebelle d'Haïti n'acceptera guère une telle occupation et cela ne débouchera coûte que coûte que sur un conflit sanglant entre les deux peuples.

Les dirigeants de la classe politique haïtienne inféodée aux puissances capitalistes n'ont pourtant qu'un seul objectif : affaiblir la résistance du peuple travailleur luttant pour un changement fondamental. Cette classe politique héritière des assassins du Fondateur de la Nation, le révolutionnaire Jean-Jacques Dessalines, a boycotté la célébration de notre Bicentenaire d'indépendance en 2004 pour satisfaire les anciennes puissances esclavagistes et coloniales.

Elle n'a qu'une vision absurde de la réalité des masses en souffrance et c'est avec leur plein accord que le Conseil de sécurité des Nations-Unies a approuvé, le mois dernier la Résolution 2699 autorisant l'intervention d'une soi-disant Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité (MMAS) en Haïti pour lutter contre la violence des gangs. Et cette mission d'occupation sera dirigée officiellement par le Kenya, un Etat croupion à la solde des impérialistes de façon à mettre à exécution le Global Fragility Act (GFA). Il s'agit bien d'une intervention militaire des Etats-Unis utilisant le Kenya comme couverture.

Le but prioritaire des forces kényanes qui seront, comme il est prévu, renforcées et encadrées par les Etats-Unis, le Canada, la France et d'autres pays subalternes, les Bahamas, le Rwanda, la Jamaïque, Italie, le Sénégal, l'Equateur, Antigua-et-Barbuda, l'Argentine, le Mexique, le Belize, la Belgique, la Mongolie, l'Espagne, le Guatemala, le Pérou, le Surinam, etc, ne vise qu'à détruire l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière haïtienne qui a pris conscience de son état et qui refuse de continuer à vivre sous la domination du triumvirat impérialiste, la France, le Canada et leur chef de file les Etats-Unis d'Amérique.

Au sujet de la violence des gangs, c'est un faux problème. D'ailleurs, le peuple commençait bien à la maîtriser, à travers, justement, le mouvement dit *« Bwa Kale »* qui n'était qu'un début de soulèvement populaire pour rétablir la sécurité. Au cours de deux mois seulement, ce mouvement a été un succès inattendu à travers le pays, mais le gouvernement, sous les dictats du *Core Group*, le syndicat de l'impérialisme à Port-au-Prince composé des ambassadeurs d'Allemagne, du Brésil, du Canada, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Union Européenne, du Représentant spécial de l'Organisation des États Américains et de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations-Unies l'a fait dévier de son objectif, de sorte qu'ils aboutissent à leur sinistre dessein.

Mais Washington et ses alliés ont pris la précaution de s'enlever toute responsabilité. Cela signifie que quel que soit ce qui arrivera au cours de cette occupation programmée qui provoquera l'étranglement financier du pays, l'instabilité politique et structurelle, la stagnation et la pauvreté, ils n'en seront pas responsables.

Comme toujours les envahissements ou occupations ne sont que des terribles catastrophes qu'on ne peut même pas comparer à des tremblements de terre dévastateurs, à des ouragans ravageurs, comme la tempête naturelle *Ciaran* qui vient de frapper le Nord-Ouest de la France, ils sont plus destructeurs.

La lutte entamée sur la frontière haitiano-dominicaine pour la construction d'un canal d'irrigation est le signe de réveil des masses paysannes pour dire non à la dépendance. Dans ce pays de culture révolutionnaire, les paysans, ces travailleurs agricoles, ont toujours été le catalyseur, à l'image du héros et résistant anti-impérialiste Charlemagne Péralte, de tous les grands mouvements de changement et de résistance contre les différentes interventions et occupations étrangères pour le pillage de nos ressources.

De ce fait, ce mouvement ne doit pas être vu comme une simple question de construction de canal mais de la reconstruction de notre dignité et de notre souveraineté pour un lendemain meilleur.

Naturellement, nous savons bien sûr que les mouvements progressistes et populaires au Kenya sont en train de lutter pour empêcher cette intervention, et comme l'a si bien dit, Gacheke Gachihi, leader d'un mouvement populaire à Nairobi *« L'envoi de policiers en Haïti n'était pas une décision du Kenya, mais celle d'un Président réactionnaire »*. Le Président William Ruto *« n'est pas très différent de Bolsonaro, voilà pourquoi, il a été coopté par les États-Unis. »*

Camarades militants de cette *Conférence internationale pour la reconstitution de la Quatrième Internationale*, pour le *Parti mondial de la révolution socialiste*, Léon Trotsky avait écrit: *« Rien n'était plus important que la défaite d'Hitler »*, aujourd'hui, pour nous autres dans le contexte actuel, rien ne devrait être plus important que la défaite de l'impérialisme occidental.

Il faut travailler en ce sens. Il faut combattre le système capitaliste mondial qui survit et prospère en exploitant : la nature, la classe ouvrière, les pauvres et les agriculteurs comme du temps de l'esclavage. La lutte pour la libération du peuple haïtien est la lutte de toute la classe ouvrière mondiale.

Haïti et Gaza même lutte, même combat !

Vive le peuple haïtien et l'internationalisme socialiste pour le combat et la lutte contre l'impérialisme !

Le socialisme ne tombera pas du Ciel, c'est à nous de le construire !

Berthony Dupont

Que peuvent faire les communistes pour libérer la Palestine?



En vivant au Canada, il est facile de se sentir impuissant face à l'occupation de Gaza et à la terreur quotidienne infligée aux Palestiniens. Mais nous avons plus de pouvoir que nous ne le pensons, à condition de nous organiser.

Nos représentants politiques prennent fermement le côté d'Israël, et les grands médias répandent des distorsions honteuses à propos du siège de Gaza et de l'oppression des palestiniens. Il faut faire quelque chose à ce sujet —- et nous pouvons faire quelque chose si nous nous organisons et si nous nous mobilisons. Dans chaque école et université, des réunions de masse et des rassemblements de solidarité avec la Palestine devraient être organisés. Sur chaque lieu de travail, nous devrions entamer des discussions sur ces questions, y compris sur la complicité des patrons et des grandes entreprises.

Les syndicats doivent adopter des motions de solidarité avec les travailleurs et les jeunes palestiniens, en appelant les centrales syndicales à faire de même. Le NPD et QS doivent abandonner toute approche mettant les deux côtés sur un pied d'égalité et se tenir fermement du côté des opprimés — le peuple palestinien — dans sa lutte pour son émancipation. Les syndicats doivent également aider à organiser et participer à des rassemblements locaux de solidarité, en appelant leurs membres à y participer.

Les travailleurs peuvent également se mobiliser et prendre des mesures combatives. Les débardeurs peuvent bloquer les cargaisons d'armes. Les ingénieurs peuvent empêcher la fabrication d'armes. Les camionneurs peuvent refuser de transporter des armes. Les travailleurs des médias peuvent empêcher l'impression des mensonges des capitalistes.

Les étudiants doivent adopter des résolutions par l'intermédiaire des syndicats étudiants et joindre leurs forces à celles des travailleurs sur le campus. Des actions coordonnées — telles que des débrayages, des occupations et des grèves — devraient être organisées pour fermer complètement les universités et les écoles.

Ces actions directes de masse devraient s'accompagner de séances d'enseignement portant sur l'histoire réelle de l'occupation de la Palestine par Israël et le rôle de l'impérialisme canadien.

Nous pouvons tous discuter de la situation avec nos collègues de travail, nos camarades de classe, nos amis et notre famille. Nous devrions recueillir des citations et des interviews de ceux qui sont furieux de la violence de l'État israélien à l'encontre du peuple palestinien. Nous pouvons les publier dans nos propres médias. Envoyez-nous des rapports, des photos et des vidéos à reports@marxist.ca.

Tout cela aura un impact direct sur la lutte pour mettre fin à l'impérialisme et libérer la Palestine. Par-dessus tout, nous devons renverser « notre » gouvernement impérialiste au Canada et le système capitaliste qu'il représente.

L'avènement d'une révolution socialiste au Canada — la mise en place d'un gouvernement ouvrier au pouvoir, avec une politique étrangère basée sur l'internationalisme socialiste — est la meilleure façon d'offrir une réelle solidarité aux travailleurs et à la jeunesse de Palestine. Pour cela, nous avons besoin que vous nous aidiez à construire un véritable mouvement communiste en rejoignant la Tendance marxiste internationale et en vous organisant en tant que communiste.

Résolution modèle : Non à l'occupation ! Non à l'impérialisme ! Solidarité avec la jeunesse et les travailleurs palestiniens !

-Considérant qu'un nouveau conflit a éclaté entre Israël et le peuple palestinien.

-Considérant que des milliers de Palestiniens, dont des femmes et des enfants, ont été tués par les forces de sécurité israéliennes ces dernières années, notamment lors de l'opération « Plomb durci » en 2008-09 et de l'opération « Bordure protectrice » en 2014. Avant les événements du 7 octobre 2023, 200 Palestiniens ont été tués rien que cette année.

-Considérant qu'Israël est activement soutenu par les puissances occidentales. Les entreprises canadiennes vendent pour plus de 26 millions en équipement militaire à l'armée israélienne par année. Les États-Unis subventionnent l'armée israélienne à hauteur de 3,6 milliards de dollars par an.

-Considérant que ce nouveau conflit est la conséquence directe de décennies d'oppression violente du peuple palestinien par l'État israélien, avec le soutien de l'impérialisme occidental, à commencer par le nettoyage ethnique de la Nakba en 1948.

-Considérant que cette oppression a été intensifiée par le gouvernement de Benjamin Netanyahu, qui est le plus réactionnaire de l'histoire d'Israël.

-Considérant que la diplomatie impérialiste — comme les accords d'Oslo — a échoué. Seul un soulèvement de masse des deux côtés de la ligne verte et dans tout le Moyen-Orient peut libérer le peuple palestinien, mettre fin à l'occupation et garantir l'égalité des droits pour tous les peuples.

-Considérant qu'il est du devoir du mouvement international des travailleurs et de la jeunesse de soutenir cette lutte.

Ce local syndical / ce syndicat étudiant s'engage à :

-Déclarer sa solidarité avec la lutte du peuple palestinien contre l'occupation et pour l'autodétermination nationale.

-Appeler ses membres à se mobiliser et à faire campagne — par le biais d'actions directes de masse — contre les entreprises, les banques et les institutions qui aident à la fabrication et à la livraison d'armes à Israël.

-Condamner le soutien du gouvernement canadien à l'État d'Israël et les déformations des grands médias canadiens dans leur couverture de ce conflit.

-Organiser et soutenir des rassemblements locaux de solidarité avec la Palestine.

-Soumettre cette motion au Congrès national du syndicat / à la direction nationale du syndicat / [supprimer/éditer selon le cas] et lui demander de soutenir publiquement la lutte palestinienne et de s'opposer au rôle de l'impérialisme canadien dans l'oppression du peuple palestinien.

Pour une Fédération socialiste du Moyen-Orient! Intifada jusqu'à la victoire!

La Riposte Socialiste 30 octobre 2023

Suite de la page (13)

blouses blanches » comme « antisémite ». Ce combat contre le sionisme interne agent de l'impérialisme US contre le socialisme et l'opposition internationaliste à la colonisation sioniste extérieure fut exprimée par Staline faisant remarquer l'existence du Birobidjan, cet Oblast autonome administrativement juif en URSS contre ses détracteurs révisionnistes de droite et de gauche au sein même du PCUS.

Force est de reconnaître que cette bataille idéologique contre le révisionnisme de droite et de gauche fut perdue par Staline tout comme celle qu'il mena dans ses derniers écrits sur « les problèmes économiques du socialisme et la linguistique » entre 1948 et 1953 date de son décès.

La Palestine est le symbole de la nécessité d'en finir avec les dernières colonies

Les révolutions bourgeoises anti-féodales ont proclamé l'égalité formelle en droit et en dignité des humains en renversant les monarchies absolues de droit divin superstructure forger par les noblesses, l'aristocratie. L'Etat féodal était à la fois temporel et religieux. Ce faisant le capitalisme national, tout libérant à l'intérieur le paysan du monopole de la propriété foncière l'a transformé en ouvrier contraint de vendre sa force de travail au patron propriétaire des entreprises, a mis sous son joug exploiteur et oppresseur des peuples entiers pour y piller les matières premières dont il a besoin pour augmenter ses profits. Ce qui pose la question essentielle, base de tout internationalisme conséquent, qu'en plus des humains individuels « les peuples sont aussi libre et égaux en droit et en dignité ».

Après avoir formellement séparé l'État de la religion contre la monarchie nobiliaire, la bourgeoisie impérialiste pour les besoins du profit maximum à l'échelle mondiale s'est alliée avec les théocraties des pétro-dollars et le sionisme dont quoi qu'on dise est fortement imprégné de la croyance abrutissante que « le peuple juif est élu pour une terre sans peuple ». D'ailleurs dans cette double alliance Israël a la fonction de tête de pont de l'Occident impérialiste dans une région bourrée de pétrole et de gaz convoités par les multinationales impérialistes des hydrocarbures.

Au XXème siècle, l'Afrique du Sud anti-apartheid et Palestine anti-sioniste ont été les deux symboles anti-colonialistes mondialement portés par les peuples opprimés en lutte et les mouvements ouvriers communistes. L'Afrique du Sud ayant obtenu par la lutte l'abolition de l'apartheid politique, il reste la Palestine à dé-sioniser donc décoloniser à laquelle on doit associer le Sahara du Polisario, la Kanaky, les Antilles, etc sans oublier l'exigence montante de la fin du néocolonialisme.

Il y a déjà un avant fait d'échec du stratagème impérialo-sioniste et un après 7 octobre 23 parce que comme le déclare fort justement le Parti Communiste d'Israël (PC) et Hadash (Front démocratique pour la paix et l'égalité) « Le Premier ministre israélien dit « nous sommes en guerre » après les attaques du Hamas par « terre, air et mer ». Il précise : il ne s'agit pas simplement d'une opération, c'est une guerre et ce criminel qui a tout fait pour en arriver là à l'instar des autres impérialistes veut profiter de l'occasion pour éradiquer définitivement le peuple palestinien quitte à détruire son propre peuple, le peuple israélien qu'il n'a cessé de limiter au seul peuple juif. La démocratie pour les juifs, la prison pour les autres. C'est Netanyahou qui après Begin en est le fleuron, celui qui a porté jusqu'à l'incandescence la haine comme seule identité juive et il a eu des soutiens de plus en plus larges, de plus en plus irresponsables qui se sont présentés comme les seuls défenseurs des juifs. Cette corruption identitaire s'est crue tout permis dans le contexte du pseudo triomphe du capitalisme et de son bras armé, l'impérialisme occidental, avec les USA et l'OTAN. Aujourd'hui alors que nous assistons à un basculement historique avec la fin de la militarisation du dollar ces explosions se multiplient sur toute la planète ».

C'est ce « tout permis » de tuer qui met le sionisme au pied du mur de sa nature véritable viscéralement colonialiste exterminateur et fasciste qui transparaît déjà dans ce déluge des bombes sur Gaza martyr qui fait dire au Parti Communiste et Hadash qu'« Alors que la résistance palestinienne affronte ce gouvernement criminel d'extrême-droite, il est essentiel que les internationalistes du monde entier s'expriment, se mobilisent et agissent pour dénoncer les États-Unis, y compris les États de l'UE, la Grande-Bretagne et toutes les puissances complices de ce qui se passe depuis tant d'années et qui a fait qu'en Israël l'extrême-droite se soit crue de plus en plus protégée. Comme partout dans le monde, les 3,8 milliards de dollars d'aide militaire américaine chaque année, la propagande impérialiste qui jour après jour se déverse dans notre presse et qui crée de fait les conditions de l'injustice, allant jusqu'à soutenir des régimes ouvertement nazis et corrompus comme ceux de Zelensky en Ukraine ou des tortionnaires en Amérique du sud, représente-t-elle réellement ce qui va vers la paix ? ».

Tout comme la Chine, la Corée du nord, l'Algérie, le Vietnam, Cuba, les colonies portugaises d'Afrique (Guinée Bissau, Angola, Mozambique), l'Afrique du Sud, la Palestine vivra et vaincra !

10 Octobre 2023

Suite de la page (4)

qu'il considère comme un « soi-disant chef de gang », est devenu une « figure de proue » en raison de la représentation persistante des médias grand public de lui comme un méchant notoire. Alfred a souligné que si Chérizier ne peut être contraint par les dirigeants du MSS ou de la PNH à les rejoindre, alors ils tenteront de l'emprisonner ou de le tuer.

Un article récent de Nation (Africa) expliquait que les forces kenyanes affronteraient Cherizier et ses alliés, reconnaissant qu'il constitue une cible principale. Lors d'une conférence de presse le 17 août, Cherizier a déclaré que le peuple haïtien combattrait les envahisseurs étrangers soutenant Ariel Henry « jusqu'à notre dernière goutte de sang ».

« Ce sera un combat du peuple haïtien pour sauver la dignité de notre pays », a expliqué Cherizier, faisant écho à un sentiment partagé par de nombreux Haïtiens contre le MSS.

Contrairement aux dirigeants politiques d'Haïti, qui font appel à la légitimité de Washington et lui demandent de retirer Henry du pouvoir pour faciliter leur ascension, Cherizier a ouvertement appelé à ce que Henry soit destitué par les armes. La menace d'une insurrection armée contre Henry et la mise en place d'un gouvernement provisoire révolutionnaire échappant à son contrôle sont la principale préoccupation de Washington.

Ainsi Chérizier et son mouvement G9 représentent pour le moment la seule menace sérieuse à la dictature d'Ariel Henry et à une intervention menée par les États-Unis, mettant ainsi en péril la mise en œuvre du Plan américain 2.0 à travers le MSS et le GFA.

***Travis Ross** est un enseignant basé à Montréal, Québec. Il est également co-éditeur du Projet d'information Canada-Haïti sur canada-haiti.ca. Travis a écrit pour Haïti Liberté, Black Agenda Report, The Canada Files, TruthOut et rabble.ca. Il peut être contacté sur Twitter.

Suite de la page (11)

plus efficaces, et cela passe par l'informatisation, la transformation numérique et l'automatisation. Nous avons développé plusieurs programmes populaires pour atteindre ces objectifs. Il existe par exemple un programme Young Computer Club : des institutions où les enfants dès leur plus jeune âge sont initiés aux ordinateurs et autres technologies de communication. Il existe même des cours pour les seniors afin qu'ils ne soient pas exclus de tout le processus de transformation numérique.

Bien entendu, les Cubains sont également actifs sur les réseaux sociaux. Je crois que les réseaux sociaux peuvent être un instrument de gestion des connaissances, ce qui est très important pour l'humanité. Nous aspirons à créer un pays où les gens se distinguent non pas par leurs biens matériels, mais par leur spiritualité et par ce qu'ils peuvent apporter à la société et à la culture. Ce que je condamne dans les réseaux sociaux, ce sont leurs manifestations de vulgarité, de banalité et le type de harcèlement en ligne qui fait tant de mal, notamment chez les jeunes.

Je crois que le monde a également besoin d'une approche plus globale et plus unie en matière de gouvernance de l'Internet. Les questions de cybersécurité constituent désormais un enjeu important dans le monde et Cuba développe ses propres plateformes de cybersécurité. Sans oublier que les défis de l'intelligence artificielle ne sont pas seulement de nature technologique mais ont également d'importantes conséquences sociales et éthiques. Nous devons parvenir à une forme de gouvernance mondiale de l'Internet. Nous devons construire un monde émancipateur et inclusif, où le virtuel et le physique sont moins éloignés et où Internet peut aider les gens à trouver des réponses à leurs problèmes.

DDG : En matière de culture, tout le monde sait que Cuba est une puissance culturelle en matière de musique, de littérature et de danse. Étant donné que la culture numérique ne respecte pas les frontières, voyez-vous une différence ou un changement dans l'attitude de votre gouvernement envers les Cubains qui ne vivent peut-être plus à Cuba mais se sentent toujours très fiers d'être cubains ?

MDC : C'est la deuxième fois que je vais aux États-Unis – une fois il y a cinq ans, et maintenant cette fois. Les deux fois, je suis venu participer aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies. Lors de ces visites, nous avons toujours trouvé un espace pour rencontrer des représentants de la culture américaine. Hier après-midi, par exemple, nous avons eu ici même une de ces rencontres entre artistes et universitaires américains et artistes cubains basés à Cuba et aux États-Unis.

Comme vous, j'ai expérimenté l'harmonie qui se crée lorsque des musiciens cubains et américains peuvent partager la scène. Nous l'avons expérimenté lors des festivals de jazz à La Havane, qui se clôturent toujours par un orchestre mêlant musiciens cubains et américains. Les Cubains apportent aux atouts originels du jazz américain et à sa virtuosité une certaine latinité.

C'est le genre de moments où l'on atteint un nouveau niveau de bien-être spirituel. Aujourd'hui, la culture est l'un des domaines où des ponts, et non des murs, peuvent être construits entre Cuba et les États-Unis. Grâce aux échanges culturels, les frontières sont brisées et nos peuples sont unis. Notre peuple peut partager les valeurs de son histoire et de sa culture.

Il y a quelques années, à l'époque d'Obama, le Kennedy Center a organisé une exposition sur la culture cubaine à Washington, D.C. Ce fut un grand événement. Ici, nos artistes se sentaient très à l'aise. Nous voulions faire venir des artistes américains à Cuba à travers un projet du Kennedy Center, mais tout a échoué à cause des restrictions de Trump. De nombreux contacts sont néanmoins entretenus. Par exemple, nous avons passé du temps hier avec d'importants musiciens cubains qui vivent aux États-Unis depuis de nombreuses années. Ils n'ont pas abandonné leur relation avec leur pays et nous pensons que leur réussite est aussi celle de la culture cubaine. .

KvH : Y a-t-il un dialogue continu avec l'administration Biden ? Et qu'attendez-vous si Biden est réélu, en termes de relations entre les États-Unis et Cuba ?

MDC : Il faudrait demander à Biden. Actuellement, il existe des relations diplomatiques. Nous avons des discussions sur certaines questions, mais nous n'avons pas constaté de volonté de la part de l'administration Biden d'établir une relation différente avec Cuba.

Et nous continuons à insister sur notre vision. Nous n'allons pas abandonner la construction socialiste. Mais nous voulons une relation civilisée et normale entre Cuba et les États-Unis. Toutefois, pour bâtir cette relation, nous devons nous asseoir et discuter. Nous devons évaluer toutes les questions sur lesquelles nous avons des opinions différentes, celles sur lesquelles nous sommes d'accord et celles sur lesquelles nous ne sommes pas d'accord, et essayer de progresser. Je crois que cela conduirait à de meilleures relations et à de plus grandes possibilités et potentiels pour notre peuple. Mais nous ne voyons pour l'instant aucun signe indiquant que telle est l'attitude adoptée par le gouvernement des États-Unis.

KvH : Une dernière question : avez-vous vu Barbie ou Oppenheimer ?

MDC : Je n'ai pas vu Oppenheimer, mais on m'a recommandé de le voir, et je le ferai bientôt. Je suis intéressé à voir Oppenheimer. Je suis moins intéressé à voir Barbie. Il me semble que Barbie est très très légère.

*D.D. Guttenplan est rédacteur en chef de The Nation.

*Katrina vanden Heuvel est directrice éditoriale et éditrice de The Nation, la principale source américaine de politique et de culture progressistes. Elle a été rédactrice en chef du magazine de 1995 à 2019.

The Nation
13/20 novembre 2023

Suite de la page (5)

dans cette vidéo (https://www.youtube.com/watch?v=gPJHjzdX-8Lk).

De même, le néolibéralisme a dévalué la connaissance par un marché libéral (Voir l'ouvrage de Lawrence Busch : *Le marché aux connaissances*, 2014), en donnant un rayonnement académique à des insignifiants qui vont servir d'adjuvants pour promouvoir la géostratégie de la déshumanisation (Voir la séquence du film I comme Icare qui contextualise l'expérience de Milgram de la soumission à l'autorité). (Cf : https://www.youtube.com/watch?v=KK6OVgK-TVo0).

La mesure du savoir est passée de la puissance de l'imagination créatrice comme fondement de l'intelligence contextuelle pour devenir aujourd'hui simplement la reconnaissance de l'insignifiance anoblie par la référence académique. Un titre, un diplôme, un prix, une distinction suffisent pour donner de la valeur...même si derrière, le gouffre s'étend infiniment comme des bulles d'enfumage. C'est l'ère du vide dans lequel, l'humain émerge, dépouillé de ses capacités cognitives par transfert de ses données expérimentales et sensibles à des machines surpuissantes qui font vivre la nouvelle imposture du néolibéralisme : le transhumanisme !

Ainsi, vous avez des docteurs en statistique, qui connaissent par cœur les formules des distributions de probabilités les plus connues (Gauss, binomiale, Poisson), mais incapables de modéliser l'écosystème des données d'affaires de leur pays pour montrer le lien statistique entre croissance économique des banques privées et croissance de la criminalité. Vous avez des docteurs en économie, qui connaissent tous les principes économiques du néolibéralisme, mais incapables de comprendre qu'un président inculpé pour blanchiment d'argent, dont la campagne électorale a été prise en charge par le secteur privé et qui s'est déclaré, à sa sélection, « au service du secteur privé » ne peut que transformer le pays en strates de gangstérisation. Vous avez des experts en e-gouvernance et des spécialistes du data management, qui maîtrisent toutes les recettes de la bonne gouvernance et de la gestion axée sur les résultats, mais incapables de comprendre que l'écosystème des données contextuelles de leur pays est le pilier de toute stratégie de gouvernance intelligente et responsable.

Leur insignifiance les maintient dans une perte de sens avec le réel et dans un déni de la complexité, leur rayonnement par endettement éthique les contraint à ne produire que de l'enfumage.

Chercher la brèche par-delà l'enfumage

C'est justement cet enfumage qui corégule l'invariance de la déshumanisation haïtienne pour générer l'indigence. L'enfumage obscurcit la pensée éthique et empêche toute disponibilité pour la vraie intelligence. Car l'insignifiance, c'est justement l'incapacité de faire jaillir du sens dans ses actions et le refus d'assumer la prise de risque en mettant en danger son confort et sa vie pour défendre un certain "héroïsme de l'esprit" qui se mobilise en faveur de l'humain et de sa dignité. Posture de noblesse qui est, selon Giambattista Vico, la raison d'être du vrai savoir. L'insignifiant ne comprend pas que certaines luttes collectives sont essentiellement des luttes pour la dignité humaine, et elles se mènent non pour protéger son emploi, ses opportunités d'affaires, ses accointances sociales, mais pour faire vivre ce que Spinoza appelait la stratégie du Conatus. Cette ivresse (insolente) qui augmente la puissance d'être de celui dont l'essence est de trouver "la véritable condition de possibilité en actes pour une pensée adéquate et une conduite autonome de la vie" (Laurent Bove, *Affirmation et résistance chez Spinoza*, p 13).

Dans le contexte haïtien, l'éthique s'impose donc, plus que jamais. Elle doit s'imposer, comme le disait déjà Alin Louis Hall, comme la compétence prioritaire pour sortir l'Haïtien du faire-semblant et du marronnage déviant dans lequel il s'enlise indignement (https://lenouvelliste.com/article/219274/ayiti-exit-la-necessite-darreter-la-caravane-du-faire-semblant-9-de-9). L'éthique doit cristalliser le flambeau grâce au feu duquel les nouvelles avant-gardes d'Haïti ouvriront et éclaireront la marche du pays ver le destin des peuples dignes. Destin, comme le disait Jacques Stephen Alexis, « qui est promis à la lignée humaine au bout de la longue traversée ». Oui, cette utopie est plus que jamais nécessaire à magnifier, malgré l'enfumage nauséabond qui fait d'Haïti un étouffoir pour l'expérimentation de la déshumanisation. Car, c'est dans les âges sombres que l'intelligence éthique doit briller pour amener les Haïtiens et les Haïtiennes à tenir compte que dans le contexte d'incertitudes et de précarités de leur écosystème, ils doivent cesser de se propulser dans les rêves d'ailleurs pour s'engager à réenraciner leur terroir, à y ensemencer la dignité, apprendre à vivre (humblement) et à agir (responsablement et courageusement) dans une ultime quête d'intelligibilité humaine : préserver la dignité de son être.

Ce n'est pas que l'éloquence insolente d'une belle âme, c'est un engagement pour une politique innovante, pour ainsi dire une PoÉthique, capable de régénérer l'homme haïtien de son indigence locale. C'est vers cette voie qu'il faut regarder pour trouver la brèche par-delà l'enfumage. Nous reviendrons les explorer.

Erno
Renoncourt, 29/10/2023

L'Occident commence à pousser l'Ukraine vers des négociations avec la Russie



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky

Par Alexandre Lemoine

Des officiels américains et européens ont commencé à évoquer avec l'Ukraine la possibilité de tenir des pourparlers de paix avec la Russie et la manière dont une telle démarche pourrait contribuer à mettre fin au conflit, rapporte NBC en citant des responsables américains au courant du déroulement des discussions.

Lors de ces consultations, selon la chaîne, la possibilité d'un compromis auquel l'Ukraine devra consentir pour conclure un accord avec la Russie a été abordée. Il a également été question de ce à quoi l'Ukraine pourrait devoir renoncer pour parvenir à un tel accord. Les pourparlers, qui étaient de nature «délicate», ont eu lieu en octobre avec la participation de représentants de plus de 50 pays soutenant l'Ukraine.

Les alliés occidentaux, poursuit NBC, doutent de la possibilité de continuer à soutenir l'Ukraine. L'administration du président américain Joe Biden est également préoccupée par le fait que l'Ukraine «s'épuise», probablement en faisant référence aux lourdes pertes en personnel et en matériel. La Russie, selon eux, ne montre toujours aucun signe d'épuisement.

De plus, le président ukrainien Volodymyr Zelensky connaît de grandes difficultés avec la mobilisation. «*La force vive [de l'Ukraine] est ce qui préoccupe le plus l'administration [Biden] en ce moment*», a déclaré une source, soulignant que les alliés pourraient fournir plus d'armes à Kiev, «*mais en l'absence de personnel militaire compétent pour l'utiliser, elle serait de peu d'utilité*».

L'administration Biden est également préoccupée par le déclin de l'intérêt public pour la crise ukrainienne sur fond d'escalade du conflit israélo-palestinien. De plus, le soutien public de nouvelles livraisons d'armes pour les forces armées ukrainiennes continue de diminuer. Le dernier gros paquet d'aide que Biden avait demandé pour l'Ukraine n'a pas été approuvé par le Congrès.

Les États-Unis ont déjà reconnu qu'ils avaient dû réduire le volume de l'aide militaire accordée à l'Ukraine «pour étendre le soutien», comme l'a déclaré le 3 novembre la porte-parole de la Maison-Blanche, Karine Jean-Pierre. Les fonds précédemment approuvés par le Congrès sont presque épuisés, a-t-elle dit. «*Les annonces d'aujourd'hui épuisent les fonds restants. (…) Nous commençons à fournir à l'Ukraine des paquets plus petits afin d'étendre notre capacité à soutenir l'Ukraine aussi longtemps que possible*».

Plus tôt, le commandant en chef des forces armées ukrainiennes, Valeri Zaloujny, a déclaré dans une interview à The Economist que le conflit en Ukraine était dans une impasse et que Kiev serait incapable de réaliser une percée. Alors que la Russie continue de remporter des succès militaires dans la zone de l'opération spéciale, a déclaré le porte-parole du président russe Dmitri Peskov.

Il existe effectivement une impasse concernant le conflit ukrainien quant à la promotion des plans de l'Occident et de l'Ukraine, notent les experts. Selon eux, les Ukrainiens ne veulent pas combattre, ils voient la supériorité de la Russie et aussi l'épuisement de l'aide que les alliés fournissaient généreusement auparavant.

Avec l'approche de l'élection présidentielle américaine, nous voyons que l'administration Zelensky est à nouveau forcée d'accepter la décision déjà prise aux États-Unis de réduire les mesures de soutien. Les démocrates réalisent probablement que leurs chances de gagner la présidence, vu les nombreuses incohérences dans les déclarations de Biden, sont nettement inférieures à celles de leurs opposants du Parti républicain, dont beaucoup voient le dossier ukrainien différemment.

NBC, se référant à des officiels, rapporte que l'Ukraine a probablement jusqu'à la fin de l'année, ou presque, avant que des discussions «plus urgentes» sur la tenue de pourparlers de paix ne commencent. Adrienne Watson, porte-parole du Conseil de sécurité nationale, a déclaré à la chaîne que la décision concernant les pourparlers était du ressort de l'Ukraine.

L'administration américaine souhaite se distancer de l'éventuelle décision du gouvernement ukrainien d'entamer des pourparlers de paix avec la Russie et la présenter comme une initiative exclusivement de Kiev.

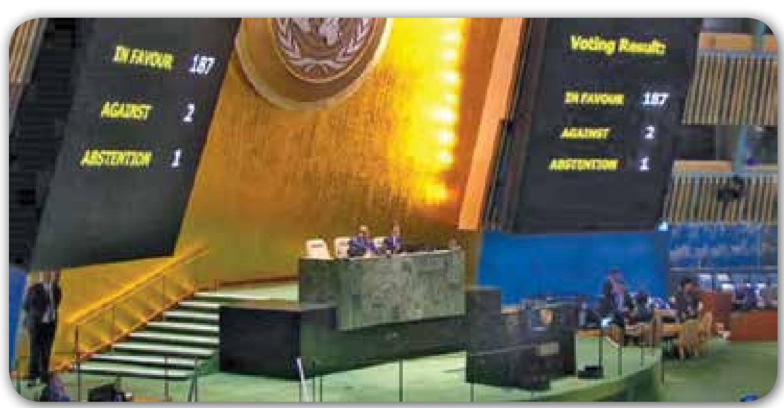
C'est l'opinion exprimée dans son article pour Le Figaro par Walter Russell Mead, stratège américain, directeur de recherche au Hudson Institute, professeur à Bard College et partisan de l'école réaliste de relations internationales. *«La stratégie de Biden consistera à continuer à fournir de l'aide tant que Zelensky ne décide qu'il est temps de négocier et de céder du territoire. Cela permettra au gouvernement de Washington de se rassurer en disant que les Ukrainiens ont déjà tout décidé»*.

La Russie a souligné à plusieurs reprises qu'elle restait prête à négocier avec l'Ukraine. Cependant, ce processus est entravé par un décret signé par Zelensky en octobre 2022, refusant de négocier avec la Russie tant que Vladimir Poutine en est le président.

Observateur Continental 7 Novembre 2023

Cuba: Condamnation massive du blocus étasunien

Par María Josefina Arce



Une fois de plus, le monde a dit NON au blocus que les États-Unis maintiennent depuis plus de six décennies contre Cuba. Lors d'une journée historique, l'Assemblée générale des Nations unies a voté pour la 31e fois contre cette mesure génocidaire qui entrave le développement socio-économique du pays et viole les droits de l'homme de tout un peuple.

Cent quatre-vingt-sept nations ont voté en faveur du projet de résolution présenté par Cuba sur la nécessité de mettre fin à cette politique hostile qui, de mars 2022 à février de cette année, a causé des dommages de plus de 4 milliards 867 millions de dollars.

La nouvelle victoire cubaine a démontré une fois de plus l'isolement des États-Unis qui, comme le veut la tradition, n'ont été soutenus dans leur siège du peuple cubain que par leur allié inconditionnel, Israël, tandis que l'Ukraine s'est abstenue.

L'ONU a été le théâtre, comme chaque année depuis 1992, d'une grande solidarité avec la plus grande des Antilles qui, comme l'ont souligné les différents orateurs, a le droit de choisir sa propre voie, sans pression extérieure, et est un exemple d'humanisme pour le monde.

S'adressant à l'assemblée plénière, le ministre cubain des affaires étrangères Bruno Rodríguez a affirmé que si l'attention portée à l'être humain est et sera une priorité à Cuba, l'impact de cette mesure cruelle sur la qualité de vie et les services fournis à la population est indéniable.

Dans leurs discours, les représentants des nations du monde entier et des organisations régionales ont exprimé leur répudiation du blocus criminel, qui s'est intensifié même pendant la pandémie du COVID 19 avec plus de 240 mesures adoptées par l'administration du président de l'époque, Donald Trump (2017-2021).

Ces sanctions restent en place sous la présidence du démocrate Joe Biden, en plus de l'inscription de Cuba sur la liste arbitraire des pays qui parraineraient le terrorisme, ce qui entrave davantage le progrès socio-économique de la nation caribéenne.

Les intervenants ont rejeté la nature extraterritoriale du blocus américain, qui affecte les relations commerciales de Cuba avec d'autres pays et décourage les investissements étrangers sur le territoire cubain.

Le blocus américain a été qualifié d'inadmissible, d'anachronique, d'injuste, d'illégal et de contraire au droit international au cours des deux jours de débat sur le projet de résolution cubain.

En septembre dernier déjà, lors du débat au plus haut niveau de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations unies, l'appel à la fin de la politique hostile des États-Unis à l'égard de Cuba, une demande soutenue par une grande partie de la société américaine, a été entendu avec insistance.

La première intervention, qui correspond traditionnellement au Brésil, a été l'occasion de condamner le siège économique qui entrave l'accès à la nourriture, aux médicaments et à d'autres produits de base, causant ainsi des souffrances au peuple cubain.

Auparavant, le rejet de cette mesure unilatérale et génocidaire avait été manifeste lors de divers événements, tels que le sommet entre la CELAC, la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, et l'Union européenne, qui s'est tenu à Bruxelles, en Belgique, en juillet dernier.

Tout au long de l'année, le monde a également été le théâtre de nombreuses actions de soutien à l'île dans sa lutte contre le blocus américain et son droit à construire son propre projet de vie.

La communauté internationale a été énergique dans sa condamnation et dans son appel au respect des nombreuses résolutions adoptées par l'ONU, que les États-Unis, avec leur arrogance habituelle, ont ignorées et ont maintenu une mesure de guerre en temps de paix, en violation des principes du droit international et de la Charte de l'ONU.

(RHC)
Bolivar Infos 3 Novembre 2023

L'Afrique du Sud rappelle ses diplomates en poste à Tel-Aviv

Le gouvernement sud-africain a décidé de rappeler ses diplomates en poste à Tel-Aviv, au vu de la situation actuelle dans la bande de Gaza, a annoncé, lundi 6 novembre, la ministre à la Présidence de l'Afrique du Sud, Khumbudzo Ntshaveni, sans fournir plus de détails sur la durée de ce rappel.

Réagissant à la poursuite des propos insultants d'Eliav Belotsercovsky, ambassadeur israélien en Afrique du Sud, contre les opposants aux crimes et aux génocides commis par Israël contre les Palestiniens, Khumbudzo Ntshaveni a indiqué que la position de l'ambassadeur israélien dans ce pays est devenue de plus en plus intenable, ajoutant que le ministère des Affaires étrangères a été chargé de faire part du mécontentement du gouvernement sud-africain à l'égard de l'ambassadeur israélien par la voie diplomatique.

Ailleurs dans ses remarques, la responsable sud-africaine a réitéré l'opposition de l'Afrique du Sud aux bombardements israéliens contre la bande de Gaza, soulignant que les États-Unis et Israël portent atteinte aux droits internationaux et au Conseil de sécurité des Nations unies.

En outre, Khumbudzo Ntshaveni a déclaré que le comportement du régime israélien envers les Palestiniens a menacé la stabilité de



Manifestation pro-palestinienne devant l'ambassade d'Israël à Pretoria en Afrique du Sud. © Hausa TV

l'ordre mondial, mettant l'accent sur le fait que le soutien des États-Unis à Israël lui permet de mettre en danger le multilatéralisme ainsi que la bonne gouvernance.

Les frappes aériennes du régime israélien contre des écoles, des hôpitaux, des ambulances et des civils se poursuivent dans la bande de Gaza et en Cisjordanie occupée, a ajouté la responsable sud-africaine, tout en soulignant : « Comme indiqué précédemment, un génocide sous le regard de la communauté internationale ne peut être toléré ».

Par ailleurs, la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Naledi Pandor, a pour sa part exprimé la préoccupation de son pays quant à la poursuite des meurtres d'enfants et de civils innocents dans les territoires palestiniens. « Nous pensons que la réponse d'Israël est devenue une punition collective.

Nous estimons qu'il était important de signaler l'inquiétude de l'Afrique du Sud tout en continuant à appeler à une cessation globale [des hostilités] », a-t-elle ajouté.

À noter que le porte-parole du ministère de la Santé à Gaza a annoncé lundi 6 novembre, que depuis le début de l'agression israélienne contre la bande de Gaza, au moins 10 022 Palestiniens ont été tués en martyr, dont 4 104 enfants.

PresseTV 6 novembre 2023

Au Liberty Square à Washington D.C. le peuple américain appelle à un cessez-le-feu à Gaza

Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Washington, exigeant un cessez-le-feu urgent dans la bande de Gaza et la fin de l'aide américaine à Israël.

Comme le montrent les vidéos publiées par la presse, une foule nombreuse de manifestants, venus de différentes régions des États-Unis, s'est rassemblée ce samedi sur Liberty Square à Washington D.C. qui appellent à un cessez-le-feu à Gaza, où les atrocités israéliennes endémiques ont fait au moins 9 500 morts Palestiniens, dont 3 900 enfants.

Les manifestants se sont remplis et ont défilé devant Liberty Square, à un pâté de maisons de la Maison Blanche, et la foule s'est dispersée sur au moins 800 mètres dans les rues adjacentes, rapporte le journal local The Washington Post. La colère et l'émotion se mêlaient à des sentiments de réconfort et d'encouragement, a rapporté le média, citant l'un des participants.

Lors de cette manifestation qui semble être l'une des plus grandes expressions de solidarité avec le peuple palestinien à ce jour, les manifestants ont condamné haut et fort les atrocités commises par le régime israélien dans la bande de Gaza sous blocus, scandant des slogans tels que : « Palestine libre, libre ! Et "Cessez le feu maintenant!"

« Nous sommes venus ici pour faire entendre nos voix et nos cœurs, et nous espérons changer la façon dont les gens perçoivent ce conflit », a déclaré l'un des manifestants à WP.

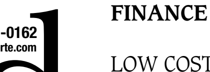
Cela a également été l'occasion de critiquer le président américain Joe Biden pour son soutien sans réserve à Israël dans sa tentative d'éradiquer à tout prix le Mouvement de résistance islamique palestinien (HAMAS).

HispanTV 4 novembre 2023



« Palestine libre ! Et Cessez le feu maintenant! »





FINANCE

LOW COST HEALTH COVERAGE. Government subsidies available for families earning $111,000 or less a year. See if you qualify. Call for your free quote! 1-877-550-1238

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

MEDICARE PLANS HAVE CHANGED!!! Make sure your plan will meets your needs in 2024. Our licensed agents can review the changes, address your needs and make sure you aren't overpaying! For a free quote, Call now! 1-866-766-2316

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

AGING ROOF? NEW HOMEOWNER? STORM DAMAGE? You need a local expert provider that proudly stands behind their work. Fast, free estimate. Financing available. Call 1-888-920-9937

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

MISCELLANEOUS

Happy Jack® Liquiavict 2x® is recognized safe & effective against hook & round worms by the USCVM. Double strength, 3 year stability. At Tractor Supply® (www.happyjackinc.com)

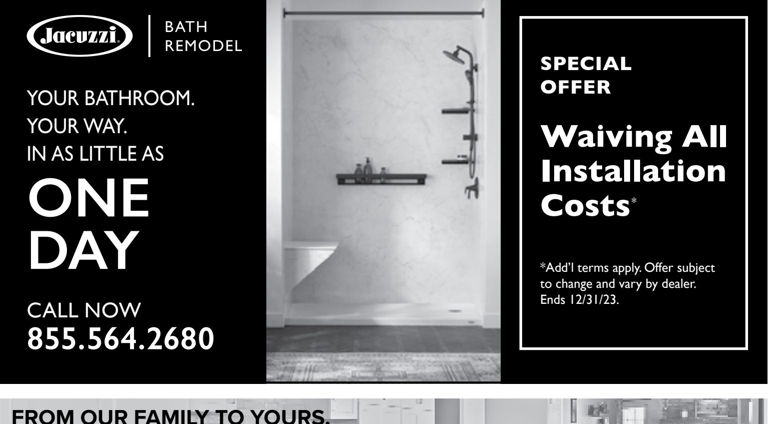
MISCELLANEOUS

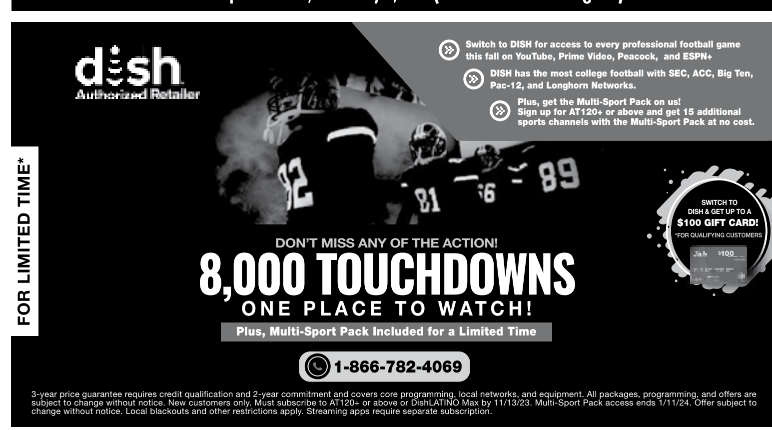
DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277.



















Les Nations Unies et les pages déchirées de leur histoire

Par Oleg Yasinsky

La dernière raison d'être des Nations unies est d'illustrer le mépris total d'une poignée de privilégiés pour l'opinion d'autrui. L'ONU n'est plus seulement un vieil épouvantail usé et inutile pour les criminels d'État, mais un miroir de l'hypocrisie des "démocraties" d'aujourd'hui. Il est incompréhensible que des pays qui ignorent constamment ses résolutions, sans la moindre conséquence pour eux, restent dans cette organisation.

Des décennies de résolutions annuelles du Conseil de sécurité condamnant le blocus américain contre Cuba et l'occupation israélienne des territoires palestiniens ont été la démonstration de l'inutilité de l'opinion de la majorité de l'humanité face aux intérêts d'une poignée de détenteurs de pouvoir et des médias. Aujourd'hui, la bureaucratie internationale de l'ONU, unie par ses propres privilèges, qui a construit pendant tant d'années l'apparence d'une sorte d'ordre juridique planétaire, devient rapidement, par sa propre inefficacité, complice du crime.

Certains bourreaux au grand cœur administrent un sédatif au condamné avant son exécution. Le travail de l'ONU aujourd'hui ressemble beaucoup à cette procédure.

Pour comprendre ces contradictions de l'ONU, passons en revue quelques épisodes de son histoire récente.

Rappelons par exemple qu'il y a près d'un an, en novembre 2022, l'ONU a donné en spectacle une question commandée, celle du paiement par la Russie de réparations à l'Ukraine, en adoptant une résolution l'exigeant. Il s'agit d'une décision totalement hypocrite. Au cours des dernières décennies, les grandes superpuissances occidentales ont déclenché des dizaines de guerres dévastatrices qui ont détruit des pays entiers et n'ont non seulement pas versé un seul centime de réparation, mais ont acquis comme trophée un contrôle illimité sur les ressources humaines et naturelles des territoires conquis. Au lieu de réparations, d'excuses ou au moins d'explications, il y a eu des torrents de mensonges médiatiques, comme dans le cas des "armes chimiques de Saddam", des "crimes de Milosevic", du "terrorisme de Kadhafi" et ainsi de suite. Et puis… le silence.

Il est vrai qu'il y a une exception. Dans les années 1980, alors que le Nicaragua était victime d'une agression militaire américaine, la Cour internationale de justice des Nations unies a inculpé l'agresseur, les États-Unis, pour 38 000 morts résultant de la guerre non déclarée et de la destruction des infrastructures civiles au Nicaragua, dont la population s'élevait à 3,5 millions d'habitants. L'ONU a ordonné à Washington de verser 17 milliards de dollars de dédommagement. Quarante ans plus tard, le gouvernement américain refuse d'effectuer le moindre paiement et l'ONU n'a pas dit un mot depuis.

Le 17 décembre 2021, alors que l'Assemblée générale des Nations unies pouvait encore approuver des projets russes, elle a adopté une résolution contre la glorification du nazisme. Cent trente pays ont voté en faveur du document intitulé "Combattre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à l'intensification des formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée". Quarante-neuf pays se sont abstenus. Seuls l'Ukraine et les États-Unis se sont prononcés contre.

La résolution "recommande" aux pays de prendre des mesures concrètes et appropriées, "y compris des mesures législatives et éducatives, conformément à leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme, pour empêcher la révision des résultats de la Seconde Guerre mondiale et la négation des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre commis pendant la Seconde Guerre mondiale".

Les auteurs de ce document ont fermement condamné tout incident lié à la glorification du nazisme, en particulier les graffitis et les symboles à contenu pro-nazi, y compris sur les monuments commémoratifs des victimes de la Seconde Guerre mondiale. Quelqu'un en Europe se souvient-il encore de ce document ?

D'autre part, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a annoncé cette année que son organisation allouerait un montant record de 250 millions de dollars à la lutte contre la faim. Il serait erroné de penser que, dans le cas impossible d'une distribution parfaitement équitable de l'aide, chacun des 339 millions d'affamés officiellement recensés recevrait pas moins de 70 cents. Ce montant devrait encore couvrir les salaires et les honoraires des responsables de la lutte contre la faim, les billets d'avion, principalement en classe affaires, et les frais de voyage de tout le personnel, ainsi que les frais de presse et les éventuels accords avec les groupes belligérants dans les zones de conflit armé.

Le bâtiment des Nations Unies à Manhattan, New York

Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), environ un tiers de la population mondiale souffre de faim ou de malnutrition. Le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 10 millions par an au cours de la dernière décennie, ce qui, selon des estimations très prudentes, se traduit par 12 millions de décès par an, c'est-à-dire qu'au moins un million de personnes par mois meurent de faim ou de malnutrition.

Le système économique mondial actuel est une guerre d'anéantissement. Il n'y a pas de guerre plus hybride que celle-ci, dans laquelle la presse contrôlée par les entreprises montre des images déchirantes de personnes mourant de faim uniquement à des fins publicitaires pour les organisations humanitaires ou pour condamner les politiques de certains gouvernements de pays du tiers monde totalement dépendants du pouvoir des entreprises.

La faim sur la planète n'est pas seulement une arme économique, mais aussi une conséquence directe de la destruction de la planète par l'alchimie de l'argent, qui transforme les forêts en déserts, les rivières en décharges et les vallées fleuries en sites d'enfouissement. Pour que personne ne puisse interférer avec ce processus, on fait de même avec notre conscience.

Faire mourir de faim la partie "excédentaire" et improductive de la population fait partie du projet d'un système qui promeut et finance ces mêmes organisations humanitaires et environnementales et qui a l'habitude de nous donner des leçons sur les droits et la démocratie.

Pour conclure, une histoire oubliée de l'ONU, celle-ci un peu plus ancienne. Après l'expulsion des envahisseurs américains, les Khmers rouges ont pris le pouvoir au Kampuchea en 1975. Outre l'expérimentation monstrueuse sur leur propre population et sous le prétexte de la *"menace de l'expansionnisme vietnamien"*, ils ont multiplié les provocations à la frontière vietnamienne, tuant des paysans vietnamiens. Le 25 décembre 1978, l'armée vietnamienne envahit le Kampuchea et renverse rapidement le régime de Pol Pot.

La presse internationale, qui à l'époque conservait peut-être encore un peu de professionnalisme et de décence, s'est rendue sur place et a montré au monde les montagnes de crânes des victimes du régime génocidaire du Kampuchea. Mais parce que l'invasion vietnamienne et le renversement du gouvernement de Pol Pot constituaient *"une violation flagrante du droit international et de la souveraineté d'un pays indépendant"*, l'ONU a reconnu les Khmers rouges comme un gouvernement légitime pendant dix ans, tandis que leur guérilla dans les jungles frontalières de la Thaïlande continuait à combattre les "occupants vietnamiens".

Si l'ONU tente de nous surprendre demain en s'excusant auprès de l'État d'Israël pour toutes ses "mauvaises résolutions" qui l'ont critiqué, nous ne serons pas surpris.

*Oleg Yasinsky est un journaliste chilien-ukrainien, contributeur de médias indépendants latino-américains tels que Pressenza.com, Desinformemonos.org et autres, chercheur sur les mouvements indigènes et sociaux en Amérique latine, producteur de documentaires politiques en Colombie, en Bolivie, au Mexique et au Chili, auteur de plusieurs publications et traducteur de textes d'Eduardo Galeano, Luis Sepúlveda, José Saramago, Subcomandante Marcos et d'autres en russe.

RT 27 octobre 2023
Traduction Bernard Tornare
29 Octobre 2023

Moyen-Orient : les États-Unis ont besoin de la guerre



Bombardements israéliens sur la bande de Gaza

Par Marcelo Colussi

Un Moyen-Orient en flammes leur convient, c'est pourquoi ils soutiennent ouvertement l'intervention militaire israélienne actuelle, injustifiable et immorale, en Palestine. Ils promettent même des milliards de dollars pour soutenir cette aberration.

On a dit que les États-Unis n'avaient pas 50 États, mais 51 ; le cinquante et unième est Israël, niché au Moyen-Orient.

Ce pays, créé en 1948 en guise de compensation pour le peuple juif après l'holocauste provoqué par le nazisme et ses six millions de morts dans les pathétiques camps de concentration, n'a pas joué au départ le rôle terrifiant qui est le sien aujourd'hui. Fruit de négociations franco-britanniques visant à gérer les réserves pétrolières de la région, le nouvel État est apparu, déplaçant déjà le peuple palestinien, mais sans le caractère belliciste d'aujourd'hui. C'est après la guerre du Sinaï, en 1956, que les États-Unis - alors puissance mondiale, affrontant son grand rival, l'Union soviétique, dans le cadre de la guerre froide - sont entrés en jeu au Moyen-Orient, tentant de dominer les sources d'or noir.

Dès lors, supplantant définitivement la Grande-Bretagne en tant que grande puissance impériale, Washington a commencé à s'imposer dans la région. À partir de 1963, avec la présidence de John Kennedy, les relations de la Maison-Blanche avec Tel Aviv deviennent organiques. Là, et de plus en plus, l'État d'Israël est devenu l'avant-poste des États-Unis dans une zone qu'ils considèrent comme vitale pour leurs intérêts : une réserve de pétrole, un point d'appui pour bloquer la présence soviétique à l'époque, et aujourd'hui, la possibilité d'entraver le développement chinois par la gestion des hydrocarbures.

Il n'est pas nouveau qu'Israël bénéficie d'une importante aide militaire américaine : 4 milliards de dollars par an (17% de l'aide étrangère mondiale accordée par Washington). Grâce à une imbrication complexe d'intérêts, le lobby juif de la superpuissance - qui jouit d'un grand pouvoir d'influence - a réussi à obtenir de l'administration fédérale et d'importants secteurs du secteur privé qu'ils allouent d'énormes ressources au pays du Moyen-Orient. L'investissement n'est pas gratuit. Israël, au-delà des secteurs pacifistes qui existent aussi, en tant qu'État-nation, remplit parfaitement son mandat, d'ailleurs peu caché, de défense des intérêts extrarégionaux : c'est le gendarme armé jusqu'aux dents que la géostratégie américaine assigne à la région, même avec des armes nucléaires, officiellement non déclarées, mais bel et bien existantes (jusqu'à 400 armes atomiques).

Depuis les années 1970, les États-Unis ont imposé au monde la nécessité d'acquérir des dollars pour pouvoir acheter du pétrole avec. En d'autres termes, la majeure partie du monde, à l'exception de l'Union soviétique de l'époque, a été contrainte de dépendre de la monnaie américaine pour accéder à un élément aussi vital dans le monde moderne que le pétrole, qui est indispensable à tout. Mais aujourd'hui, les choses changent.

La Chine, avec son modèle particulier ("socialisme de marché"), commence à défier les États-Unis pour la suprématie économique sur un pied d'égalité. Dans cette perspective, elle va de pair avec l'autre grande puissance eurasienne, la Russie, une puissance militaire incommensurable, qui parle également à Washington sur un pied d'égalité dans le domaine de la guerre. L'alliance Pékin-Moscou a donné naissance à ce que l'on appelle les Brics, aujourd'hui élargis. En d'autres termes, il s'agit d'économies émergentes qui, tout en restant capitalistes (à l'exception de la Chine), tentent de se distancer de la suprématie américaine. Désormais, le gaz et le pétrole ne s'échangent plus en pétrodollars, mais dans d'autres monnaies. Cela signifie le déclin définitif de l'impérialisme américain, jusqu'ici dominant. Le monde cesse d'être unipolaire et recherche un équilibre multipolaire.

Les pétromonarchies du Moyen-Orient, comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ou une puissante théocratie comme l'Iran, ou l'Éthiopie, grand producteur de pétrole en Afrique, ou la Russie, autre grande source d'hydrocarbures, commencent toutes à fixer le prix du pétrole dans d'autres monnaies que le dollar. Une nouvelle architecture mondiale se met donc en place, dans laquelle le capitalisme occidental (les États-Unis et leur remorque, l'Union européenne, ainsi que le bras armé de l'OTAN) est confronté à un nouvel ordre international. Le Moyen-Orient, riche en pétrole, peut ainsi se désengager de Washington. Dans cette logique, l'État israélien hyper-militarisé est hors-jeu. Pour les pays de la région, les BRICS élargis représentent une alternative plus prometteuse et plus sereine à des États-Unis bellicistes et à leur rejeton Israël, "un chien enragé, trop dangereux pour qu'on s'en occupe", comme l'a dit sans complexe le général juif Moshe Dayan.

Au milieu de cette nouvelle perspective qui s'ouvre avec les Brics, la guerre dans la région refait surface. L'attaque du groupe Hamas le 7 octobre a rouvert le conflit régional. Israël a entamé une offensive militaire sans précédent, massacrant la population palestinienne sous prétexte d'anéantir le Hamas. Le capitalisme occidental, par son silence complice, finit par cautionner cette monstruosité, et les Nations unies, une fois de plus, se révèlent inefficaces pour arrêter le génocide.

Les États-Unis ont besoin de la guerre. Un Moyen-Orient en flammes est fonctionnel pour eux, c'est pourquoi ils soutiennent ouvertement l'actuelle intervention militaire israélienne injustifiable et immorale en Palestine. Ils promettent même des milliards de dollars pour soutenir cette aberration (près de 10 000 Palestiniens tués ce mois-ci). Israël joue une fois de plus le rôle de "chien enragé, trop dangereux pour être dérangé", comme l'a dit le militaire cité plus haut. C'est un message pour la région : le génocide du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie montre que Washington ne cherche en aucun cas la paix, mais justifie la guerre. L'anéantissement des groupes de guérilla (soi-disant "terroristes") est la raison supposée des actions actuelles de Tel-Aviv, mettant ainsi le feu à tout le Moyen-Orient et concrétisant le message de la Maison-Blanche : "Restez à l'écart des Brics".

Ce message s'adresse également à la Russie et à la Chine, qui ne pourront pas rester les bras croisés face à l'attaque de leurs partenaires et de leurs investissements dans la région, et nous nous trouvons donc dans le préambule de ce qui pourrait être une nouvelle guerre mondiale. Un empire en déclin comme les États-Unis aujourd'hui est prêt à tout pour conserver son sceptre. La guerre totale est-elle la solution ?

TeleSurTV
Traduction Bernard Tornare
7 Novembre 2023